



S o m m a i r e

Message du Directeur Général	4 - 5
Présentation générale, Conseil d'Administration, Organigramme	7 - 11
Chiffres Clés du Groupe	13 - 15
SONATEL en Bourse	17 - 19
Evénements majeurs	21 - 29
Rapport Financier	31 - 70
Rapport des Commissaires aux Comptes	71 - 75
Extrait de Projets de Résolution	77 - 80

Rapport Annuel

1 9 9 9



Depuis bientôt une dizaine d'années, nous préparons la **SONATEL** à la concurrence, et plus particulièrement à la transformation de sa culture et de son organisation afin qu'elle devienne une véritable entreprise de service. En 1999, nous sommes parvenus :

- A augmenter de manière considérable, la capacité de notre réseau d'accès ;
- A conforter notre leadership sur le marché des mobiles où plus d'un client nouveau sur deux préfère notre offre ;
- A réduire nos tarifs internationaux qui font aujourd'hui de la **SONATEL**, l'opérateur africain le plus compétitif ;
- A rééquilibrer pour une large part nos tarifs nationaux.

Au demeurant, malgré les progrès réalisés, les réclamations de nos clients ne diminuent pas et continuent de porter sur :

- Une plus grande attention à leurs besoins ;
- Un service meilleur ;
- Une facturation plus transparente.

Nous devons leur prouver que la **SONATEL** est capable de devenir une entreprise à leur

service et le faire vite car nos succès de demain dépendront dans une large mesure, de la qualité des relations que nous aurons tissées avec notre clientèle d'ici l'ouverture totale du marché à la concurrence.

Pour l'an 2000, nous continuerons à nous appuyer sur les 4 piliers de notre stratégie :

- la croissance, le client, la rentabilité et la dynamique collective.

Ainsi, nous viserons les 10 objectifs prioritaires suivants :

Pour la croissance :

- Nous terminerons l'**extension et la dessaturation totale** du réseau d'accès ;
- Nous prendrons la **plus grande part de la croissance du marché des mobiles** ;
- **Le nombre d'internautes** devra doubler et nous développerons l'**offre de services sur notre réseau IP** ;
- Nous assurerons une **présence sous-régionale**.

Pour le client :

- Nous rendrons visible la **nouvelle SONATEL** par la mise en œuvre du réseau d'agence 2000 ;

- Nous développerons l'autonomie des collaborateurs de la première ligne;
- Ainsi que la culture qualité par l'écoute active du client, des collaborateurs et l'amélioration continue des processus orientés clients.

Pour assurer la rentabilité de nos activités

- Nous créerons de la valeur pour nos actionnaires en leur assurant une rentabilité des capitaux employés de 16% au moins.

Pour conduire la dynamique collective

- Nous mettrons en œuvre le **système d'amélioration des performances (SAPER)**.
- Nous développerons **l'utilisation des outils communs de management** que sont les dispositifs d'écoute, le management de proximité et les cercles de progrès.

Notre entreprise est aujourd'hui en bonne santé, notre situation de monopole sur le fixe et l'international y contribuent fortement.

Demain, quand le client aura le choix entre plusieurs opérateurs, il sera le seul juge et notre croissance dépendra uniquement de notre capacité à le satisfaire. Une seule voie s'ouvre à nous ; celle que nous avons déjà tracée dans notre projet d'entreprise et sur laquelle nous sommes engagés : «**Tous au service du client**» pour lui apporter les services qu'il est en droit d'attendre de nous.

Notre Chiffre d'Affaires en 1999 a augmenté de 14%. Les initiatives ci-dessus énoncées que nous prendrons en 2000 autour des 4 piliers de notre stratégie devraient nous permettre de maintenir, voire d'améliorer le taux de croissance de notre Chiffre d'Affaires.

Le Directeur Général
Cheikh Tidiane Mbaye



PRÉSENTATION GÉNÉRALE

CONSEIL D'ADMINISTRATION

ORGANIGRAMME



Le Groupe SONATEL

Le groupe **SONATEL** est positionné comme un pôle incontournable de réseau téléphonique accessible et de qualité.

Fort de ses capacités d'innovation technologique et s'appuyant sur un des meilleurs partenaires (**France Télécom**), la **SONATEL**, opérateur de Télécommunications dispose du monopole pour les services de téléphonie fixe et l'accès à l'international jusqu'en 2004. Il est soumis :

- à la concurrence réglementée dans le domaine de la téléphonie mobile où il intervient par le biais de sa filiale **Sonatel Mobiles**;
- à une concurrence libre sur tous les autres services et intervient par le biais de sa filiale **TELECOM PLUS**.

Ses principaux produits sont :

- la téléphonie fixe
- la téléphonie mobile
- Internet et la transmission de données
- les services à valeur ajoutée.

Ses parts de marché au 31/12/99 sont :

- 100 % sur la téléphonie fixe
- 85 % sur la téléphonie mobile
- 35 % sur Internet ⁽¹⁾

Ses objectifs principaux à court terme (fin 2 000) sont :

- parc téléphone fixe : 200 000
- parc téléphone mobile : 150 000 (73% du marché)
- nombre d'internautes : 10 000
- Chiffre d'Affaires : 110 Milliards F CFA dont
 - Fixe : 95 Milliards F CFA
 - Mobile : 15 Milliards F CFA
- Augmenter le taux de satisfaction des clients de 5 points
- Rentabilité des capitaux propres $\geq 16\%$
- Augmenter le taux de satisfaction du personnel de 5 points.

NB : (1). d'après les estimations de la **SONATEL**

Le Conseil d'Administration de la SONATEL S.A.

Président

Mr Michel HIRSCH



Membres

Mr Serigne Ahmadou CAMARA

Mr Abdoulaye Cisse

Mr Mame Ndaraw Cisse

Mr Mahenta Birima FALL

Mr Ibrahima KONTE

Mr Colonel Papa Momar NIANG

Mr Jean Pierre ACHOUCHE

Mr Pierre GODINIAUX

Mr Christophe PUAUX

Observateur

Mr Doudou DIOUF
Contrôle Financier
Présidence de la République

Organigramme du Groupe SONATEL

*Directeur Général (DG) de SONATEL
et Président Directeur Général (PDG) de Sonatel Mobiles*

Cheikh Tidiane MBAYE



Arnold GHINSBERG

Directeur Général Adjoint Sonatel Mobiles



Directeur Général Adjoint (DGA)

Michel GRASSET



Directeurs

Abdoulaye Khassoum KEBE

(DAL)



APPROVISIONNEMENT ET LOGISTIQUE

- Négociation des marchés et achat
- Budget d'Approvisionnement
- Plan de réduction des consommations d'eau et d'électricité
- Plan schéma directeur des bâtiments
- Gestion du parc automobile et assurances

Dior FALL SOW

(DAJ)



AFFAIRES JURIDIQUES

- Recouvrement des créances contentieuses
- Conseil d'Administration, Assemblée Générale
- Consultations et litiges
- Bureau du courrier
- Protocole

Léon Charles CISS

(DC)



ACTIVITES COMMERCIALES

- Marketing clients
(Résidentiels, Affaires et Grands Comptes)
- Offre de produits Télécoms, de service et de réseaux vocaux
- Agences commerciales et Agences régionales

Alioune NDIAYE

(DFC)



FINANCES ET CONTROLE DE GESTION

- Contrôle de gestion et Comptabilité par activités
- Reporting mensuel financier et opérationnel
- Business Plan et Finance
- Comptabilité et Fiscalité
- Bourse, Relations avec les Investisseurs
- Tableau de bord DG

Ibrahima NDIAYE

(DI)



INFORMATIQUE

- Système d'information
- Intranet
- Facturation

Alassane DIENE

(DOA)



AUDIT ET QUALITE

- Management par la qualité globale
- Plan stratégique
- Projet d'Entreprise
- Audit

Aissatou DIENG

(DOI)



OPERATIONS INTERNATIONALES

- Exploitation commerciale du réseau international
- Relations internationales avec les opérateurs de satellites et de câbles sous-marins
- Relations avec les correspondants étrangers et les organisations commerciales internationales

Cheikh Tidiane LAM

(DRH)



RESSOURCES HUMAINES

- Formation
- Communication interne
- Développement social

Samba SENE

(DR)



RESEAUX

- Plan directeur de développement
- Ingénierie d'étude et de réalisation de projets
- Exploitation technique et maintenance des réseaux et équipements de télécom, d'énergie

CHIFFRES CLÉS DU GROUPE



Chiffres Clés du Groupe

Chiffre d'Affaires

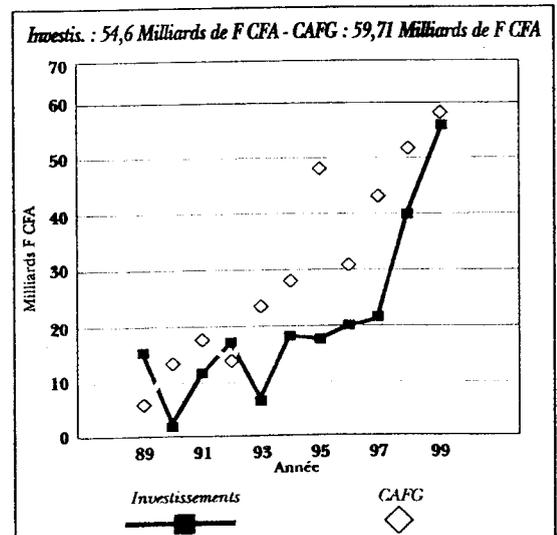
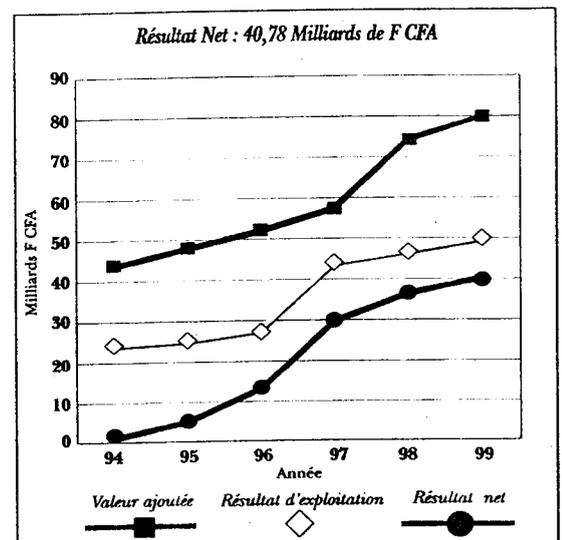
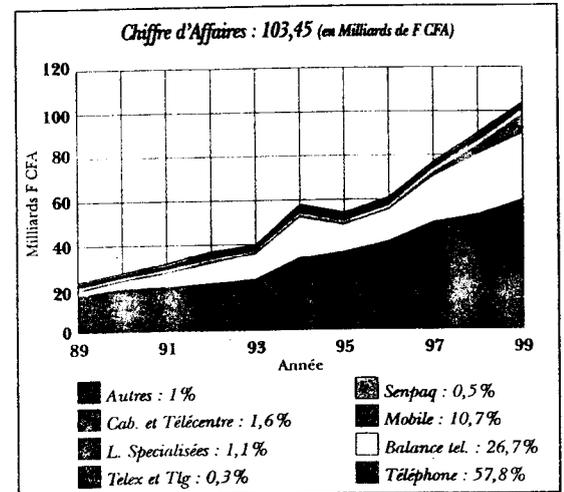
- Le **chiffre d'Affaires** a augmenté de 17,5% en moyenne annuelle sur les cinq dernières années.
- En 1998 et 1999, la croissance a été respectivement de 13,2% et de 14%.
- Les **balances de trafic** représentent en moyenne 29,4% du chiffre d'affaires sur les cinq dernières années et seulement 26,7% en 1999.

Résultats

- La **valeur ajoutée** a crû de plus de 13% en moyenne annuelle sur la période et est égale à F CFA 79,65 Milliards en 1999.
- Le **résultat d'exploitation** (F CFA 49,71 Milliards) a crû de 5,5% en 1999 et représente 48,6% du Chiffre d'Affaires.
- Le **bénéfice net** après impôts (39,4 % du chiffre d'Affaires en 1999) progresse de près de 7% en 1999.
- Le **bénéfice net par action** est de F CFA 4078,2 soit 15,4% du cours de l'action au 31/12/99.
- Le **Price Earning Ratio (PER)** est de 6,5 en 1999.
- Le taux de **Retour sur Capitaux Engagés (ROCE)** est de 19%.
- Pour un coût des capitaux propres supposé égal à 13%, la **Valeur Economique Ajoutée (EVA)** est de 6,2% des capitaux engagés soit F CFA 10,5 Milliards.
- La **Valeur de Marché Ajoutée (MVA)** est de F CFA 92 Milliards soit 54,5% des capitaux engagés et 22,8% en considérant le montant de F CFA 195 Milliards (OPV Déc. 97).

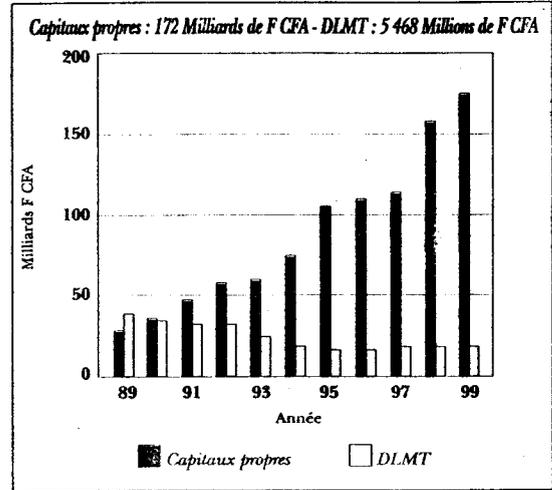
Investissements et CAFG

- Les dépenses d'investissements (Immos corporelles) s'établissent à F CFA 54,6 Milliards.
- 94% de la **Capacité d'Autofinancement Globale (CAFG)** de F CFA 59,71 Milliards couvre la totalité des dépenses d'investissements en 1999.
- Les flux de trésorerie issus de l'exploitation (F CFA 70,59 Milliards) dépassent largement les besoins de financement long (F CFA 59,06 Milliards au titre des Investissements et du principal de la Dette).



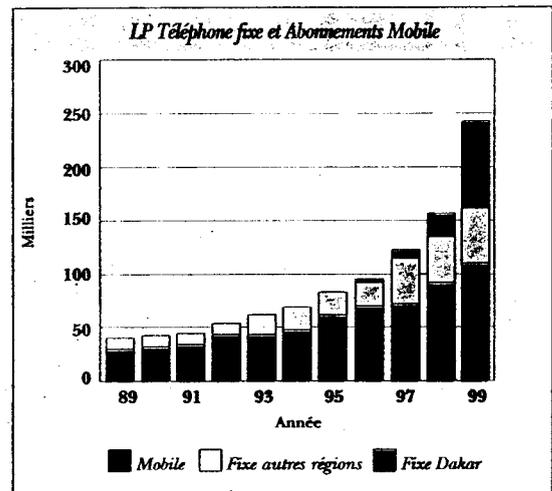
Structure Financière

- Les **capitaux propres** augmentent de manière régulière durant la période et se chiffrent en 1999 à 172 Milliards F CFA.
- Malgré la politique de distribution de dividende attractive depuis 2 ans et le maintien d'un niveau d'investissement compatible avec les objectifs de développement du réseau, la **structure financière** reste satisfaisante en 1999.
- Les **Dettes à LMT** (hors dette envers l'Etat de 5 468 Millions de F CFA destinée à financer les actions des salariés) soit F CFA 15,9 Milliards représentent 9,2% des Capitaux propres (172,4 Milliards F CFA) avant affectation du résultat de 1999.



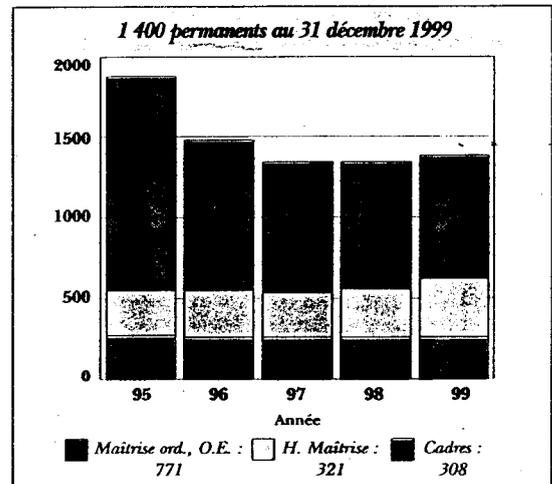
Parc de Lignes Principales

- Le parc de LP téléphoniques fixes a cru près de 19% en 1999 passant à 165 874.
- Le nombre d'abonnements au Réseau Mobile GSM «Alizé» a plus que triplé et s'établit à 73 472 au 31/12/99 soit 44% du parc fixe et 84% du marché du mobile.
- Les abonnés «prépaiement» représentent 75% du parc mobile au 31/12/99.
- Le parc fixe et mobile a cru de 48%.



Effectifs

- Compte tenu de la croissance de 48% du parc fixe et mobile, la productivité s'est améliorée de 43% en 1999.

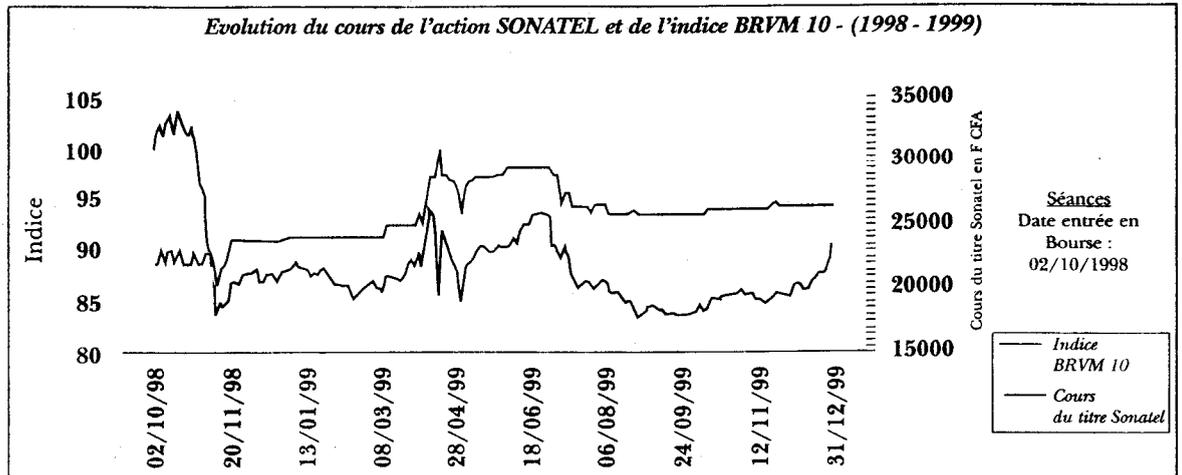


SONATEL EN BOURSE



La SONATEL en Bourse

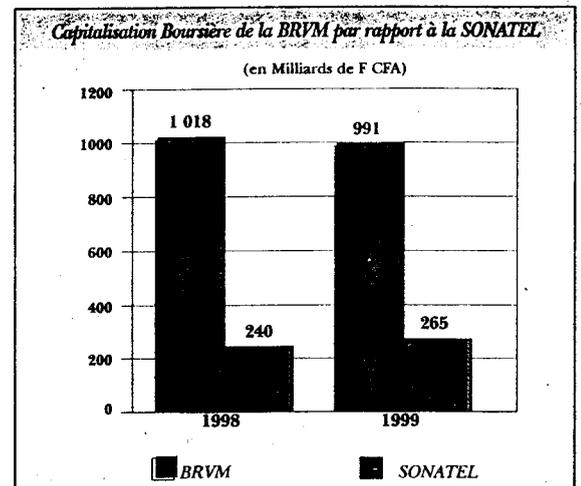
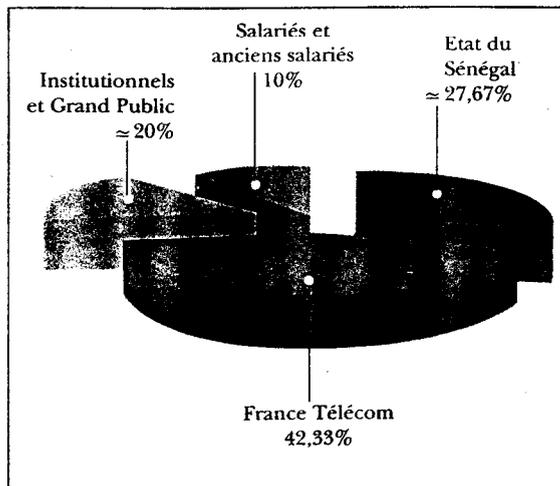
- Rentabilité confirmée
- Création de valeur assurée



La SONATEL : • Première entreprise sénégalaise cotée en BOURSE
• Premier opérateur Télécom Africain coté en BOURSE

Elle a favorisé une diversité des actionnaires avec l'émergence d'un actionariat populaire et d'un personnel actionnaire à 10%.

Au 31/12/99, SONATEL représente plus du quart de la capitalisation boursière de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) de l'UEMOA et 40% de l'indice BRVM 10 des 10 valeurs les plus actives de la BRVM.



En 1999, après les prises de bénéfices représentant 11% de la capitalisation boursière de début d'année, le cours du titre a crû de 10,4% alors que l'indice BRVM composite a baissé de 2,6%.

Le titre SONATEL reste une valeur vedette solide et continue à dynamiser le marché de la BRVM. C'est le titre le plus actif de la BRVM.

Principaux indicateurs de rentabilité et création de valeur

	1997	1998 Retraité ⁽¹⁾	1999
Retour sur Capitaux Engagés (%) ROCE = $\frac{\text{Résult.d'exploit. après Impôt théorique}}{\text{Actif Immobilisé} + \text{BFR}}$	24,4	20,88	19,37
Rentabilité des Capitaux Propres (%) (Résultat Net / Capitaux Propres avt distrib.dividende)	21,17	24,07	23,56
Price Earning Ratio	Non Cotée	6,3	6,5
Valeur Economique Ajoutée (EVA)⁽²⁾ (en % des Capitaux Engagés)	12,9 GF (11,4)	10,8 GF (7,3)	10,5 GF (6,2)
Valeur de Marché Ajoutée (MVA) (en % des Capitaux Engagés)	Non Cotée	82 GF (55)	92 GF (54,5)

- Maintien d'une **bonne rentabilité** grâce à une forte capacité bénéficiaire.
- Forte création de valeur assurée par une rentabilité des capitaux propres moyenne de près de 23% sur la période :

- La **Valeur Economique Ajoutée (EVA)** est de 10,5 Milliards F CFA en 1999, soit 6,2% des capitaux engagés;
- La **Valeur de Marché Ajoutée (MVA = Capitalisation boursière - Capitaux propres)** est de 92 Milliards F CFA soit 54,5% des capitaux engagés.

NB : (1) Retraitements de consolidation

$$(2) \text{ EVA (\%)} = \frac{\text{EVA}}{\text{CE}} = \frac{\text{RE} (1 - t) - \text{KCE}}{\text{CE}}$$

CE = Capitaux engagés = Actif Immobilisé + Besoin en fonds de roulement (BFR)
 K = Coût moyen pondéré du Capital
 MVA = (Capitalisation Boursière - Capitaux Propres)
 t = taux d'imposition sur le bénéfice
 RE = Résultat d'exploitation

EVENEMENTS MAJEURS

- **Activité**
- **Tous Au Service du Client**
- **Club SONATEL Action (CSA)**



I- Activités

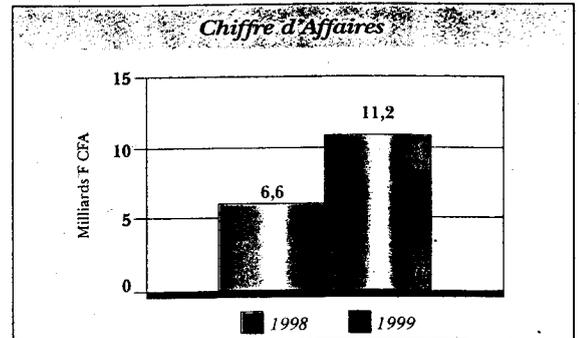
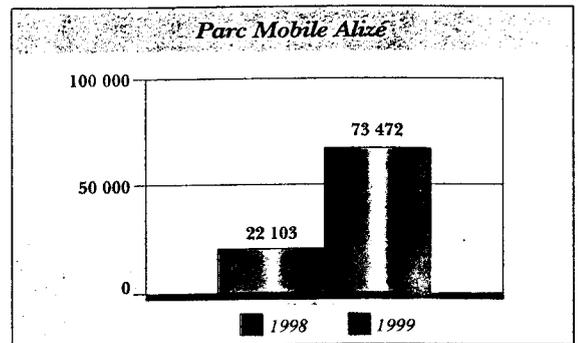
L'exercice 1999 a été essentiellement marqué par :

- Le démarrage effectif en Avril, des activités du 2^{ème} opérateur de réseau de radiotéléphone mobile **GSM** au Sénégal .
- La création de «**Sonatel Mobiles**» filiale à 100% de **SONATEL** chargée de l'activité «mobiles».
- La mise en service du réseau IP de la **SONATEL** dénommée **SENTRANET**.
- Le démarrage de la mise en place du réseau d'Agences 2000 par l'augmentation et l'amélioration des accueils commerciaux accompagné par le déploiement du «**Plan Qualité Globale**».
- Un niveau d'investissement élevé (55 Milliards de F CFA) nécessité par le programme d'extension et de modernisation des réseaux fixe et mobile.
- Une baisse sensible et une simplification des tarifs des communications internationales : - 15,5% le 30 Décembre 1998 puis - 10% le 1^{er} Juillet 1999.
- La mise en place des lignes de crédits et une émission obligataire de 12 Milliards de F CFA couvrant le besoin de financement externe sur la période 1999 - 2001.
- Un bon comportement de l'action **SONATEL** à la **BRVM** dont le cours est passé de 24 000 F CFA au 31/12/98 à 31 000 F CFA en Avril avant de se stabiliser à 26 500 F CFA au 31/12/99 après les prises de bénéfices représentant près de 11% de la capitalisation boursière au 31/12/98 .

- Triplement du parc mobile (22 103 en 98 contre 73 472 en 99), malgré le démarrage des activités du concurrent 2^{ème} opérateur de réseau de radiotéléphonie mobile GSM au Sénégal.

Le Groupe conserve 85% de part de marché.

- Avec un chiffre d'affaires de 11 Milliards F CFA en croissance de 66% par rapport à 98 sur l'activité mobile.



L'activité «mobile» a été filialisée et la filiale dénommée «**Sonatel Mobiles**» est détenue à 100% par **SONATEL SA**.

L'évolution très forte du parc s'est essentiellement faite grâce à une offre de services élargie basée sur :

- l'extension du réseau de distribution des cartes prépayées à plus de 200 points de vente;
- l'amélioration de la couverture;
- l'extension des accords du roaming : 39 réseaux dans 28 pays.

Dans le domaine du réseau International

Des projets stratégiques ont démarré et se sont poursuivis pour le réseau international :

- **ATLANTIS 2**, 1^{er} système de câbles sous-marins à fibres optiques reliant l'Amérique du Sud, l'Afrique de l'Ouest et l'Europe avec :

- la connexion de l'Afrique de l'Ouest au réseau mondial de câbles sous-marins;
- le développement de service de base (téléphone, télécopie, etc);
- la promotion des services à valeur ajoutée (données, internet, vidéo, etc);
- la sécurisation de l'acheminement du trafic international par la diversification des systèmes de transmission.

- **SAT3-WASC** et **SAFE**, système de câbles sous-marins à fibres optiques dont l'accord de construction et contrat de fourniture a été signé en Juin 1999 (par 41 opérateurs de Télécommunications) à Prétoria.

Ce câble, d'un grand intérêt pour l'Afrique, reliera Dakar au Cap via les pays de la Côte Ouest Africaine et sera prolongé vers l'Asie du Sud et l'Extrême Orient.

Ces systèmes assureront le désenclavement de l'Afrique et l'accès aux autoroutes de l'information.

En 1999, le trafic international départ est de **36,5 Millions** de minutes contre **31,7 Millions** de minutes en 1998 soit une hausse de 15%, et le trafic arrivée est de **111 Millions** de minutes contre 94 Millions en 1998 soit une hausse de 19%.

La baisse sensible et la simplification des tarifs internationaux (- 15,5% le 30 Décembre 1998 puis - 10% le 1^{er} Juillet 1999) ont favorisé la croissance du volume du trafic international départ limitant ainsi à seulement 7% de la baisse du Chiffre d'Affaires facturé au titre du trafic international départ.

II- Tous Au Service Client

Service de qualité

Une augmentation et une amélioration des accueils commerciaux par la mise en place du Réseau d'Agences 2000 a permis de rendre meilleure la convivialité et la réduction des files d'attente: un service de qualité et de proximité à travers un réseau d'Agences renouvelées.

L'offre commerciale a été développée et diversifiée avec **EKO**, **CONTACT**, **INVOX** (expérimentation de la voix sur IP) et déploiement du Réseau Intelligent : prépaiement, numéros Vert et Orange.

Une nette amélioration de la gestion par portefeuilles des clients Grands Comptes et Professionnels a été apportée en organisant régulièrement des revues de comptes.

L'interconnexion **SONATEL / SENTEL**, **SONATEL / Sonatel MOBILES** et des serveurs a été également prise en compte.

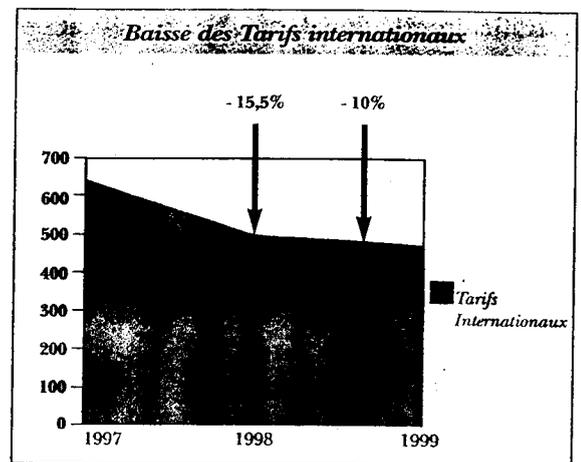
Une gamme de services a été étoffée pour répondre aux besoins des clients, il s'agit de :

- amélioration du 13 (prise en charge des dérangements et mise en exploitation du **SAGER**) et du 14 (informations commerciales);
- mise en place d'offres de service sur le réseau **SENTRANET**;
- mise en œuvre du Centre d'enregistrement et de la facturation détaillée;
- démarrage du projet de mise en place d'un système d'information commerciale (**SICO**);
- mise en place d'un système d'émulation avec l'organisation des Challenges 99 (concours de dynamisme et de créativité organisée entre les Agences commerciales);
- distribution de l'annuaire 2000.

Des tarifs de plus en plus compétitifs

- Baisse et simplification des tarifs internationaux : - 15,5% le 31/12/98 et - 10% le 1/07/99.

Poursuivant son objectif de rééquilibrage tarifaire, la **SONATEL** a procédé à une baisse tarifaire, à une modification du tarif local et à un réaménagement des zones géographiques de taxation.



Autres services

Le Groupe SONATEL propose directement ou par le biais des filiales **TELECOM PLUS** et / ou **Sonatel Mobiles**, une large gamme de produits et services de qualité.

La SONATEL au bout du fil 24H/24 avec VOCATEL

VOCATEL c'est le service vocal de la SONATEL qui permet :

- d'être informé sur le montant de sa dernière facture téléphonique et la date d'échéance de paiement;
- d'être informé sur tous les produits et services offerts par la SONATEL;
- de signaler un dérangement à toute heure.

L'information au bout du fil 24H/24 avec INFOTEL

Avec **INFOTEL**, SONATEL assure à ses clients le service d'information par téléphone. Le service kiosque vocal est une offre grand public qui vise à favoriser le développement de l'information.

Numérotation abrégée

Composer seulement un chiffre pour joindre vos correspondants nationaux et internationaux.

VIDEOTEL et MINITELNET Ou service d'informations télématiques

Accéder simplement aux banques de données nationales et étrangères.

Ce service facilite l'accès du grand public pour consulter, grâce à un serveur, les informations disponibles dans les banques de données sénégalaises (**VIDEOTEL**) ou de plus de 20 000 banques de données du réseau français **TELETEL**.

La consultation de **VIDEOTEL** est prise en compte au niveau du compteur téléphonique de l'utilisateur et ne nécessite pas d'abonnement préalable au réseau Senpac.

A la découverte du monde avec INTERNET

La SONATEL, par le biais de sa filiale **TELECOM PLUS**, est fournisseur d'accès **INTERNET**, un véritable système d'information et de communication.

Avec **SENTOO**, **TELECOM PLUS** a favorisé l'accès au grand public.

La population d'internautes est estimée à 11 000 personnes au Sénégal.

Dans les cybercafés, cybercentres ou télécentres, la connexion se fait entre 1 000 et 2 000 F CFA l'heure. En moyenne ces sites enregistrent 50 Heures de connexion par jour.



SENTRANET : le réseau IP du Sénégal

Avec **SENTRANET**, la SONATEL vous offre des services qui s'appuient sur des technologies d'**INTERNET**.

Le réseau **SENTRANET** permet :

- Le développement des réseaux Internet, Intranet et Extranet de vos entreprises;
- L'intégration de vos services de communication de données à travers un accès réseau unique côté client et l'interopérabilité des environnements;
- La mise en œuvre de votre politique de Qualité de service et de votre gestion de trafic.

La boîte vocale eKo

Pour ne plus perdre aucun de vos appels

Pour répondre aux besoins spécifiques des clients, la SONATEL a créé eKo.

Cette offre qui répond au confort du grand public est une boîte vocale adaptée aux besoins croissants des clients.

Le service eKo facilite la gestion de la messagerie.

1- Messagerie vocale

Tous vos messages sont enregistrés (en cas d'absence, en cas d'occupation de votre ligne ou lorsque vous ne souhaitez pas être dérangé) avec :

- une parfaite confidentialité grâce à votre code secret;
- une possibilité de partager votre espace vocal en 6 boîtes vocales, chacune étant associée à un code confidentiel;
- une possibilité d'être prévenu lorsqu'un nouveau message arrive dans votre boîte vocale.

2- Messagerie Fax

La boîte vocale eKo peut également être associée à une ligne Fax. Cette version eKo Fax a la possibilité de stocker les messages Fax qui seront ensuite récupérés par l'abonné à partir de n'importe quel télécopieur à fréquence vocale.

La carte CONTACT

Votre numéro de téléphone même sans téléphone

Avec la carte CONTACT, vous pouvez être contacté par téléphone même si vous ne possédez pas de ligne de téléphone.

Avec une parfaite confidentialité grâce à votre code secret, vous avez la possibilité de recevoir vos messages et vos Fax à partir de votre numéro CONTACT.



*Service temporaire
et indication d'appel en instance*

Pour recevoir tous vos appels

Un simple abonnement et tous vos appels sont réacheminés vers un autre numéro que vous aurez au préalable choisi. En cours de communication, une indication d'un BIP sonore vous informera qu'un correspondant essaie de vous joindre et vous aurez la possibilité de mettre le 1^{er} en attente.

GESCOMPTE (Prépaiement)

Pour une meilleure maîtrise de vos consommations téléphoniques

Avec GESCOMPTE, vous bénéficiez d'un service d'assistance et d'aide à la gestion de vos consommations téléphoniques qui vous permet de fixer à l'avance votre budget réservé au téléphone : un seuil de consommation ou un montant maximum de facturation bimestrielle à ne pas dépasser.

Lorsque ce seuil est atteint avant la fin de la période de facturation, votre ligne de téléphone est automatiquement spécialisée à l'arrivée : la ligne pourra recevoir des appels mais ne pourra pas émettre jusqu'à la fin de cette période.

Facturation détaillée

Ou détail de tous vos appels vers l'International

Pour une meilleure maîtrise de vos communications internationales, la SONATEL vous offre un service adapté et performant disponible sur ses principaux réseaux (téléphonie fixe, mobile et RNIS) : la facturation détaillée pour chaque bimestre.

Service restreint commandé et restriction de votre ligne

Un moyen de contrôler votre ligne

La SONATEL, toujours soucieuse de votre confort, vous offre un service qui vous permet de contrôler strictement l'utilisation de votre ligne et également d'interdire des appels vers l'international, le national ou l'interurbain.

Télécentres privés, cabines à cartes et pointphones

Les télécentres privés sont mis à votre disposition : ce sont des locaux spécialement aménagés pour vendre des services de Télécommunication sous réserve de l'agrément de la **SONATEL**.

Les télécartes et pointphones malgré leur succès, ont été dominés par la réussite du prépaiement **DIAMONO** qui a connu un rythme exceptionnel dans son évolution.

Les produits **ALIZE** de **SonatelMobiles** vous permettent de bouger en toute liberté, il s'agit de :

- La carte **DIAMONO PLUS** ou le cellulaire sans abonnement.
- Les pochettes et coffrets **DIAMONO**.
- Les pochettes et trousse **DIAMONO J** (produits destinés aux jeunes).
- Les produits **TERANGA** et formules **AVANTAGES**.



Le Réseau Numérique à Intégration de Services (RNIS)

un réseau efficace, rapide, multimédia pour transmettre à moindre coût

- De la VOIX
- Des IMAGES
- Des DONNEES

Avec le RNIS, l'utilisation du téléphone devient plus efficace, plus attractif mieux dimensionné et de meilleure qualité pour les multiples besoins des clients.

SENPAC (Réseau X25 de la SONATEL)

Le réseau de transmission de données à la norme **X25** continue à marquer de son empreinte le développement des applications génératrices de volume trafic avec des communications d'une grande fiabilité.

Les liaisons spécialisées (LS)

C'est une offre qui répond aux préoccupations des grandes entreprises : une solution économique, fiable pour des flux de communications importants.

Ce service facilite la transmission d'importants volumes de trafic (voix, données, images) entre les différentes structures de votre entreprise.

La Sélection Directe à l'Arrivée (SDA)

Solution idéale à l'encombrement des standards

L'introduction de ce nouveau produit a contribué à rendre plus performant l'accueil téléphonique des grandes entreprises.

Le taux d'encombrement et le taux de perte des appels seront fortement réduits grâce à l'allocation de lignes directes virtuelles.

Groupement de lignes téléphoniques et redimensionnement

Améliorer l'efficacité de votre trafic téléphonique

Avec ce service, la **SONATEL** vous permet de bénéficier d'un trafic beaucoup plus fluide, plus efficace et vous accorde des facilités commerciales pour le raccordement de lignes groupées.

Ce groupement de lignes vous donne avec précision les heures de pointe de votre entreprise, du volume du trafic arrivée, du taux d'occupation et des délais de réponse de vos opérateurs.

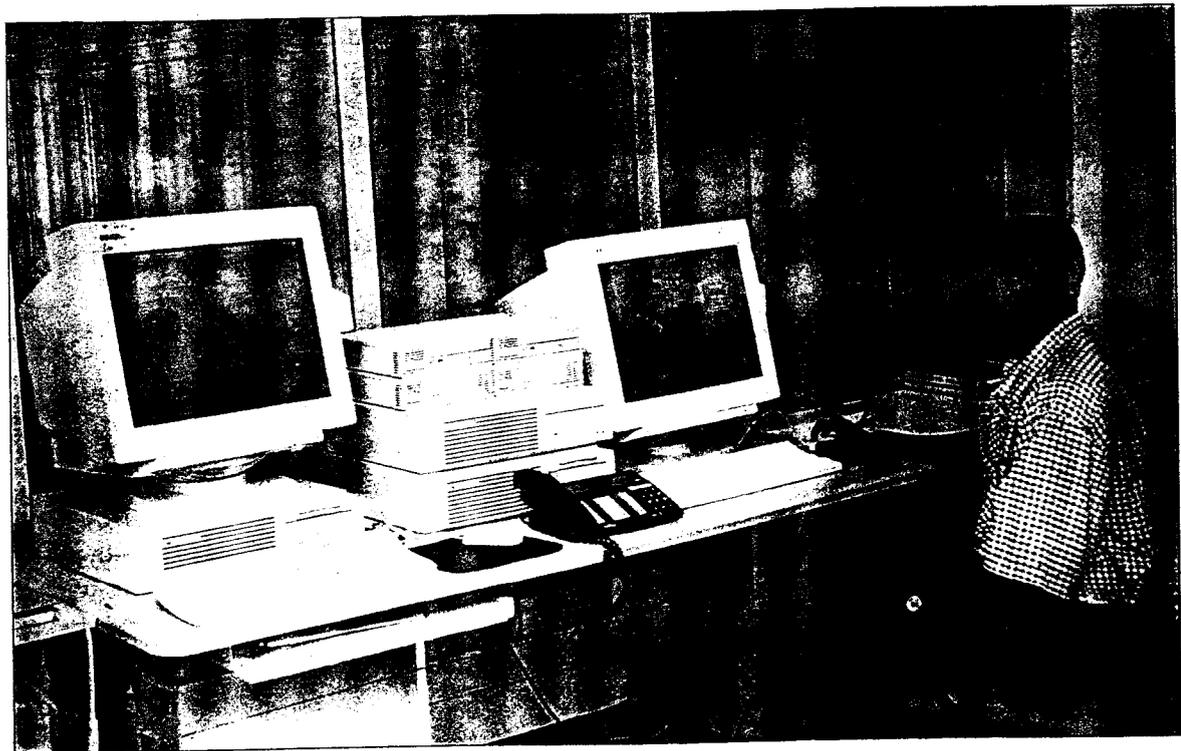
Liaisons de sécurité

Pour la protection de vos sites, la **SONATEL** vous propose une offre de liaisons de sécurité : ce sont des lignes téléphoniques dédiées qui sont directement connectées à un service spécial des SAPEURS POMPIERS de DAKAR.

AVTEL

Serveur vocal et Fax gratuit de la Sonatel

Afin de recueillir toutes vos observations et suggestions, la **SONATEL** a mis à votre disposition un nouveau serveur pour être à votre écoute 24 H / 24. Vous pouvez laisser des messages en Ouolof et / ou Français ou transmettre un Fax en composant le **800 10 10**.



III- Le Club SONATEL Action (CSA)

Après la privatisation le 21 Juillet 1997, le lancement de l'Offre Publique de Vente (OPV) en Décembre 1997 et l'entrée en Bourse à la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) le 2 Octobre 1998, la SONATEL, pour maintenir des relations de partenariat privilégiées avec ses actionnaires, a créé en Décembre 98 une structure d'information, un espace de dialogue et d'échange sur la vie de l'entreprise : le CSA.



Le CSA, fort de ses 4 000 membres bénéficie d'un dispositif d'écoute et d'informations approprié, il s'agit :

- d'un bulletin d'information trimestriel, «SONATEL ACTION»;
- de journées Portes Ouvertes pour se familiariser avec les différents sites de la société;
- de réunions d'information avec les dirigeants de la SONATEL;
- d'un numéro vert gratuit le 820 10 20 qui fonctionne aux heures d'ouverture de la SONATEL;
- d'un site WEB accessible depuis 1999.

La SONATEL a pour ambition de faire des membres du CSA des Ambassadeurs et de les fidéliser en tant que clients et actionnaires.

Certaines activités ont marqué la vie du CSA, il s'agit :

- De la réunion d'information, suivie d'un cocktail, le 25 Mars 1999 au Novotel à Dakar.

Cette rencontre animée par le Directeur de l'Antenne Nationale de la Bourse et le Directeur Général de CGF Bourse a permis aux différents dirigeants de la SONATEL (le Directeur Général, le Directeur Général Adjoint, les Directeurs et responsables) de répondre aux différentes préoccupations des actionnaires.

- De la participation au festival de jazz de Saint-Louis les 12, 13, 14, et 15 Mai 1999.

La SONATEL, partenaire du festival de Jazz, a profité de cet événement musical international pour inviter les membres du CSA à assister aux différents concerts prévus, sur simple présentation de leur carte de membre.

- De la participation à la Journée Mondiale des Télécommunications le 17 Mai 1999.

Grâce à la journée portes ouvertes organisée à cet effet par la SONATEL, les membres du CSA ont pu participer aux séances de démonstration sur Internet et à la Conférence sur le thème «Commerce électronique, perspectives de développement au Sénégal».

- De la participation à la journée Portes Ouvertes sur la BRVM le 10 Novembre 1999.

Lors de cette journée, les actionnaires ont pu disposer de certains éléments d'information qui leur ont permis de mieux appréhender le mode de fonctionnement de la Bourse.

RAPPORT FINANCIER

- Note au lecteur
- Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale
- Comptes consolidés :
 - *Etats Financiers consolidés*
 - Bilan
 - Compte de résultat
 - TAFIRE
 - Tableaux annexes
 - *Annexes aux Etats financiers consolidés*
 - Règles et méthodes comptables
- Etats Financiers résumés SONATEL SA :
 - *Etats Financiers*
 - Bilan
 - Compte de résultat
 - TAFIRE
 - Annexes
 - *Note sur les principes comptables*



Note au lecteur

• Les données financières relatives aux années antérieures à 1998 ont été retraitées dans le présent rapport conformément aux prescriptions du Système Comptable Ouest Africain (SYSCOA) en vigueur depuis le 1er Janvier 1998 dans les pays de l'UEMOA.

Aussi, ces données peuvent différer de celles communiquées sous la même appellation dans les précédents rapports et documents publiés par la SONATEL.

• L'activité «mobiles» qui était partie intégrante de SONATEL SA en 1998 a été filialisée en 1999. En conséquence, les données de 1998 ont subi des retraitements de consolidation pour les rendre comparables aux données consolidées de 1999.

• Le périmètre de consolidation pour le Groupe SONATEL englobe la «SONATEL SA» et la «Sonatel Mobiles» filiale à 100 % de SONATEL SA.

• Le rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale commente la gestion du groupe (comptes consolidés).

Les comptes de SONATEL SA en représentent en 1999, 94 % du total du bilan, 89 % du chiffre d'Affaires, 86 % du bénéfice net part du Groupe.

L'évolution des comptes de SONATEL SA est déterminante dans celle des comptes consolidés.

Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale

Introduction et Synthèse

L'économie mondiale a connu en 1999 une croissance moyenne de 3,3 % contre 2 % en 1998 ⁽¹⁾. Dans la zone UEMOA par contre, le léger frémissement des économies constaté depuis la dévaluation du franc CFA en 1994 qui s'était confirmé et renforcé jusqu'en 1998 a pour la première fois depuis la dévaluation du franc CFA, connu un fléchissement passant de 5,4 % en 1998 à 3,3 % en 1999. ⁽²⁾

Au Sénégal, le taux de croissance du PIB réel a connu une légère dégradation et se situe à 5,0 % ⁽³⁾ contre 5,7 % en 1998.

Le renforcement de la compétition entre opérateurs de télécommunication sur le plan international a accentué la baisse tendancielle des tarifs des communications internationales favorisant ainsi l'augmentation du trafic.

L'arrivée de la concurrence avec le démarrage effectif en Avril des activités du deuxième opérateur de radiotéléphone mobile GSM a favorisé la baisse des tarifs et le développement du marché.

La SONATEL s'est préparée à la concurrence depuis quelques années et a réussi dans cet environnement à renforcer les quatre (4) piliers de sa stratégie : la croissance, le client, la rentabilité, la dynamique collective.

Ainsi, la modernisation et l'extension rapide du réseau de la SONATEL a favorisé le développement de l'utilisation des services de télécommunications.

Le parc de lignes principales téléphoniques fixes a crû de près de 19 % passant ainsi à près de 166.000 lignes en fin d'année contre 23.000 lignes à la création de la SONATEL en 1985.

Le nombre d'abonnements au réseau mobile GSM «Alizé» a été, comme en 1998, multiplié par plus de 3 dans l'année passant à plus de 73 000 en fin d'année soit 44 % du parc de lignes fixes contre 16 % en 1998. En 1999, près de 8 abonnés nouveaux sur 10 ont choisi l'offre de Sonatel Mobiles permettant ainsi au Groupe de conserver 85 % de part de marché en fin d'année.

En conséquence, le parc «fixe» et «mobile» du Groupe a cru de près de 48 % en 1999 contre 32 % en 1998. Le chiffre d'Affaires du réseau mobile GSM «Alizé» est passé à plus de 11 Milliards de F CFA soit une croissance de près de 66 %.

Le trafic international «départ» est passé de 31,7 Millions de minutes en 1998 à 36,5 Millions de minutes en 1999 soit une croissance en valeur relative comme en 1998 de 15 % contre 14 % en 1997, 22 % en 1996, 12 % en 1995 et 1994 et moins de 1 % en 1993.

Le trafic téléphonique facturé - composante essentielle de notre chiffre d'Affaires - a augmenté de 6,6 Milliards de F CFA soit près de 15 % en valeur relative malgré la baisse de 1,35 Milliards de F CFA (7 %) du chiffre d'Affaires du trafic international départ consécutive aux baisses de tarifs.

Les trois moteurs de cette croissance du trafic domestique du réseau fixe sont les «mobiles» (62 %), Internet et l'effet pleine année sur le trafic local du rééquilibrage tarifaire de Juillet 1998.

Dans le même temps, le trafic international «arrivée» est passé de 94 Millions de minutes en 1998 à 111 Millions de minutes en 1999 soit une croissance en valeur relative

de près de 19 % contre 35 % en 1998 et 6,4 % en 1996 alors qu'il avait stagné en 1995.

Le solde des balances de trafic a stagné en 1999 malgré la baisse de près de 11 % de la taxe de répartition moyenne exprimée en F CFA. La baisse de la taxe de répartition résulte soit d'accords bilatéraux avec chaque opérateur étranger soit du choix pour ce dernier de transiter par des chemins moins chers pour l'acheminement de son trafic vers le Sénégal.

L'effet combiné de la croissance de 4,4 Milliards de F CFA du chiffre d'Affaires du réseau mobile **GSM** «Alizé», de la croissance du trafic domestique tirée par les mobiles et Internet (6,6 Milliards de F CFA) et d'une croissance de 1 Milliard de F CFA du chiffre d'affaires abonnement téléphone fixe consécutive à la croissance du parc explique pour l'essentiel la croissance de 14 % (12,76 Milliards de F CFA) du chiffre d'affaires en 1999 contre 13,8 % (10,56 Milliards de F CFA) en 1998.

La valeur ajoutée a crû de près de 8 % passant à 79 658 Millions de F CFA contre 73 959 Millions de F CFA en 1998.

Le résultat d'exploitation a crû près de 5,5 % passant à 50 296 Millions de F CFA contre 47 660 Millions de F CFA en 1998.

Le bénéfice net part du **Groupe** a crû de près de 7 % passant à 40 783 Millions de F CFA contre 38 148 Millions de F CFA en 1998.⁽¹⁾

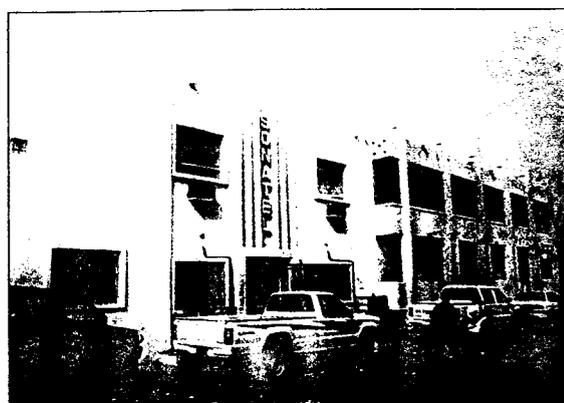
Le Conseil d'Administration propose à l'Assemblée Générale la distribution d'un dividende brut total par action de F CFA 2 845 en hausse de près de 10 % par rapport à 1998. Le total de ces dividendes bruts est de 28 450 millions de F CFA soit près de 70 % du bénéfice net consolidé part du **Groupe**.

(1) Source : F.M.I

(2) Source : BCEAO : estimation

(3) Source : Direction de la Statistique (MEFP) : estimation

(4) Après retraitements de consolidation



Commentaires de Gestion sur le Groupe

Les éléments caractéristiques de la situation financière du Groupe ainsi que leur évolution par rapport à 1998 ⁽¹⁾ sont résumés ainsi qu'il suit :

A - COMPTE DE RÉSULTAT RÉSUMÉ

(en Millions de FCFA)

Libellé	1998	1999	Variation (%)
Chiffre d'Affaires	90 695	103 458	14
Autres produits d'exploitation	3 096	1 538	-50
Production de l'exercice	93 791	104 996	12
Achats consommés	6 816	7 309	7
Services extérieurs et Autres consommations	13 016	18 028	39
Consommation de l'exercice	19 832	25 337	28
Valeur ajoutée d'exploitation	73 959	79 659	8
Charges de personnel	11 595	12 978	12
Excédent brut d'exploitation	62 364	66 681	7
Dotation aux amortissements et Provisions	15 549	18 388	18
Reprises de provisions	845	2 004	137
Résultat d'exploitation	47 660	50 296	6
Résultat financier	1 766	2 340	33
Résultat des activités ordinaires	49 427	52 636	6
Résultat HAO	190	63	-67
Impôts exigibles sur le résultat	11 950	12 345	3
Impôts différés	481	428	-11
Résultat net de l'ensemble consolidé	38 148	40 783	7
Résultat net part du Groupe	38 148	40 783	7

(1) : Les données financières de 1998 peuvent différer de celles communiquées antérieurement notamment dans le rapport annuel 1998 du fait des retraitements de consolidation réalisés pour les rendre comparables à celles de 1999.

I- Chiffre d'Affaires

Le chiffre d'Affaires en 1999 est en hausse de 12,76 Milliards de FCFA soit 14 % par rapport à 1998. Cette hausse s'explique essentiellement par :

- Une augmentation de 6,6 Milliards de FCFA du chiffre d'Affaires du trafic domestique (dont 4 Milliards de FCFA au titre du trafic vers les mobiles et le reste au titre du trafic local Internet et de l'effet pleine année du rééquilibrage tarifaire de Juillet 1998).
- Une augmentation de 4,4 Milliards de F CFA du chiffre d'Affaires de l'activité téléphonie mobile.
- Une augmentation de 1 Milliard de FCFA du chiffre d'Affaires abonnement téléphone fixe consécutive à une croissance de près de 19 % du parc fixe.
- Une augmentation du chiffre d'Affaires «Données et Internet» (0,38 Milliard de FCFA) et des autres services notamment les VSAT (0,39 milliard de FCFA).

II- Charges d'Exploitation

Les charges d'exploitation en 1999 augmentent de 9,72 Milliards de F CFA soit 20,7 % par rapport à 1998. Cette hausse s'explique essentiellement comme suit :

a)- Charges de fonctionnement et de maintenance

La croissance de l'activité combinée à l'environnement concurrentiel pour le «mobile» expliquent la hausse de ces charges de 3,5 Milliards de F CFA essentiellement constituée par :

- 1,2 Milliard de F CFA au titre des balances de trafic sortantes correspondant à du trafic international nouveau que la SONATEL a réussi à faire acheminer via son réseau.
- 656 Millions de F CFA au titre de la location de circuits du fait d'une activité plus importante de retransmission télévisuelle et de la mise en service du hub VSAT.
- 530 Millions de F CFA au titre de la publicité, communication et relations publiques en particulier pour l'activité mobiles.
- 492 Millions de F CFA au titre des achats consommés du fait de l'augmentation du nombre de terminaux mobiles achetés consécutive à la forte croissance du nombre d'abonnés.
- 419 Millions de F CFA au titre des charges d'interconnexion avec le concurrent sur le «mobile» pour le trafic vers son réseau

b)- Impôts et Taxes

La hausse de 644 Millions de F CFA s'explique par un litige fiscal relatif à l'impôt foncier et qui n'est pas encore définitivement tranché.

c)- Charges Provisionnées

La hausse de 1,3 Milliards de F CFA au titre des provisions pour créances douteuses sur clients provient essentiellement de l'activité mobile en forte croissance et dont toutes les créances supérieures à 1 an ont été provisionnées à 100 %.

d)- Charges de Personnel

La hausse des charges de personnel est de 1,38 Milliards de F CFA soit 11,9 % dont près de 300 Millions de F CFA au titre d'une prime exceptionnelle dite du millénaire accordée en fin Décembre à l'ensemble du personnel.

Retraitée de cette prime exceptionnelle, la hausse des charges de personnel est de 9,5 % et s'explique essentiellement par :

- les avancements et promotions annuels (30 % de l'effectif);
- le déplafonnement de la prime de productivité (de 15 % à 25 % du salaire de base) en 1999;
- la révision à la hausse et/ou l'extension en début d'année de certaines primes (transport, logement).

e)- Dotation aux Amortissements

La hausse de 1,3 Milliards de F CFA s'explique par l'importance du programme d'investissement. Les mises en service partielles ont eu lieu au titre des réseaux d'accès dans le cadre du Plan d'Equipement.

III- Le Résultat d'Exploitation

Le résultat d'exploitation en 1999 augmente de 2,6 Milliards de F CFA soit 5,5 % du fait de l'augmentation du chiffre d'Affaires plus forte en valeur absolue que celle des charges d'exploitation.

IV- Résultat Financier

Les produits financiers augmentent de près de 374 Millions de F CFA du fait de reprises de provisions et de gains de changes liés à la hausse du dollar américain.

Les charges financières baissent de près de 200 Millions de F CFA du fait de la baisse des provisions pour risque de change. Le résultat financier augmente de 574 Millions de F CFA soit 33 % passant à 2,34 Milliards de F CFA en 1999.

V- Impôt sur les Sociétés

Les impôts différés correspondent à la différence entre l'effet Impôt sur les Sociétés (IS) des réintégrations fiscales et celui des déductions fiscales (en dehors de la déduction pour investissement).

Les impôts différés diminuent de près de 53 Millions de F CFA.

Le taux réel d'imposition à l'impôt sur les sociétés est de 22,6 % en 1999 au lieu de 35 % grâce à la réduction de 21,4 Milliards de F CFA de l'assiette imposable consécutive à la déduction pour investissements pour 19,3 Milliards de F CFA et à la dotation aux provisions pour renouvellement de l'outillage et du matériel (PROM) pour 1,84 Milliard de F CFA.

VI- Bénéfice net part du Groupe

Le bénéfice net part du **Groupe** passe de 38,14 Milliards de FCFA en 1998⁽¹⁾ à 40,78 Milliards de FCFA en 1999 soit une hausse de 2,63 Milliards de FCFA (7 %).

B- TRÉSORERIE

Le Cash flow affecté aux investissements est de 54,4 Milliards de F CFA.

Ces investissements sont essentiellement destinés à l'extension des réseaux d'accès (Plan d'Équipement), au développement du réseau «mobile» ainsi qu'à notre participation aux projets de câbles sous-marins internationaux.

Le cash flow affecté aux remboursements d'emprunts est de 2,08 Milliards de F CFA correspondant aux emprunts auprès de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) (contracté en 1992), de l'Agence Française de Développement (AFD) (contracté en 1994) et de l'Etat du Sénégal (contracté en 1997) et prêté au personnel pour l'acquisition de 10 % du Capital.

Ainsi, les besoins de financements long de 59,06 Milliards de F CFA sont largement couverts par le cash flow d'exploitation (70,59 Milliards de F CFA) composé de la capacité d'autofinancement globale (59,71 Milliards de F CFA) et des ressources récurrentes générées par la diminution du besoin de financement d'exploitation (10,88 Milliards de F CFA).

Un prélèvement de 4,39 Milliards de F CFA sur la Trésorerie de début d'exercice 1999 suffit à compléter sans recours à des emprunts nouveaux le montant du cash flow nécessaire au paiement du dividende de 26 Milliards de F CFA.

L'excédent de Trésorerie en fin d'année reste à un niveau important de 23,85 Milliards de F CFA soit près de 3 mois de chiffre d'Affaires consolidé.

(1) : Après retraitement de consolidation sur le bénéfice net de 36 246 Millions de F CFA de 1998 :

- Annulation de la Provision pour Renouvellement de l'Outillage et du Matériel (PROM) de 2 186 Millions de F CFA dotée en 1998 avec effet résultat de 2 186 x (1-0,35) soit 1 421 Millions de FCFA.
- Effet résultat de l'impôt différé : 481 Millions de FCFA.

Effet cumulé des retraitements de consolidation sur le résultat : 1 421 + 481 = 1 902 Millions de F CFA.

Etats Financiers Consolidés

Bilan au 31 Décembre 1999

(en Millions de FCFA)

ACTIF	BRUT	AMORT/ PROVISION	NET AU 31/12/99	NET AU 31/12/98	
ACTIF IMMOBILISE					
CHARGES IMMOBILISEES	2 482	0	2 482	2 427	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	3 882	1 312	2 569	628	
Ecart d'aquisition	1 672	0	1 672	0	
Autres immobilisations incorporelles	2 210	1 312	897	628	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	268 249	127 851	140 398	111 674	
AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR IMMOBILISATIONS	18 940	0	18 940	9 339	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	14 681	1 001	13 680	15 179	
Impôts différés	1 633	0	1 633	1 182	
Titres mis en équivalence	0	0	0	0	
Participations et créances rattachées	1 833	950	883	1 442	
Prêts et autres immobilisations financières	11 215	51	11 164	12 555	
TOTAL (I)	308 235	130 164	178 071	139 247	
ACTIF CIRCULANT					
STOCKS	3 710	521	3 189	2 119	
CREANCES ET EMPLOIS ASSIMILES	75 984	18 420	57 564	55 317	
Clients	45 494	15 847	29 647	23 401	
Autres créances	30 490	2 573	27 917	31 917	
TOTAL (II)	79 694	18 941	60 753	57 437	
TRESORERIE-ACTIF	TOTAL (III)	27 014	564	26 451	32 115
TOTAL ACTIF	414 943	149 669	265 274	228 799	

Bilan au 31 Décembre 1999

(en Millions de FCFA)

PASSIF	NET AU 31/12/99	NET AU 31/12/98
CAPITAUX PROPRES		
Capital	50 000	50 000
Primes et réserves consolidés	82 277	68 152
Ecart de conversion	0	0
Résultat net (part de l'entreprise consolidante)	40 783	38 148
Autres capitaux propres	0	0
Part de l'entreprise consolidante	173 060	156 301
Part des minoritaires	0	0
CAPITAUX PROPRES DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		
TOTAL (A)	173 060	156 301
DETTES FINANCIERES ET RESSOURCES ASSIMILEES		
Impôts différés	1 205	701
Emprunts et dettes financières	21 433	22 027
Provisions financières pour risques et charges	6 254	5 379
TOTAL (B)	28 892	28 106
TOTAL CAPITAUX STABLES (I=A+B)	201 952	184 407
PASSIF CIRCULANT		
Fournisseurs et comptes rattachés	22 445	13 343
Autres dettes	38 280	27 178
TOTAL (II)	60 725	40 522
TRESORERIE-PASSIF TOTAL (III)	2 597	3 871
TOTAL PASSIF	265 274	228 799

Compte de Résultat Consolidé au 31 Décembre 1999

(en Millions de FCFA)

	31/12/99	31/12/98
Chiffre d'Affaires	103 458	90 695
Production stockée	0	0
Production immobilisée	0	0
Autres produits d'exploitation	1 538	3 096
I - PRODUCTION DE L'EXERCICE	104 996	93 792
Achats consommés	7 309	6 816
Services extérieurs et autres consommations	18 028	13 016
II - CONSOMMATION DE L'EXERCICE	25 337	19 832
VALEUR AJOUTEE D'EXPLOITATION	79 659	73 959
Charges de personnel	12 978	11 595
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	66 681	62 364
Dotations au amortissements	18 388	15 549
Reprises de provisions	2 004	845
RESULTAT D'EXPLOITATION	50 296	47 660
Produits financiers	4 391	4 017
Charges financières	2 051	2 250
RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES	52 637	49 427
Résultat HAO	63	190
RESULTAT AVANT IMPOTS	52 700	49 617
Impôts exigibles sur résultats	12 346	11 950
Impôts différés	429	481
RESULTAT NET DES ENTREPRISES INTEGREES	40 783	38 148
Part dans les résultats nets des entreprises mises en équivalence	0	0
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	40 783	38 148
Part des minoritaires	0	0
PART DE L'ENTREPRISE CONSOLIDANTE	40 783	38 148

Tableau Financier des Ressources et des Emplois (TAFIRE)

1^{re} Partie : DETERMINATION DES SOLDES FINANCIERS DE 1999

• Capacité d'Autofinancement Globale (CAFG)

(en Millions de FCFA)

	MONTANT		MONTANT
		E.B.E.	66 681
(SA) Frais financiers	519	(TT) Transfert de charges d'exploitation	765
(SC) Perte de change	973		
(SL) Charges H.A.O.	185	(UA) Revenus Financiers	2 748
		(UE) Transfert de charges financières	503
(SQ) Participation	0	(UC) Gains de change	1 140
(SR) Impôt sur le résultat	12 346	(UL) Produits H.A.O.	1 899
		(UN) Transfert de charges H.A.O.	0
TOTAL (I)	14 023	TOTAL (II)	73 735
CAFG : TOTAL (II) - TOTAL (I)	59 712	(N-1) : 51 793	

• Autofinancement (AF)

Dividendes distribués dans l'exercice	26 000
AF = CAFG - Dist Div dans l'exo	33 712

• Variation du Besoin de Financement d'Exploitation (BFE)

Var. BFE = Var. stocks + Var. Créances + Var. Dettes circulantes

(en Millions de FCFA)

VARIATION DES STOCKS N- (N-1)	EMPLOIS (AUGMENTATION +)	RESSOURCES (DIMINUTION -)
(BC) Marchandises	0	
(BD) Matières premières	505	
(BE) Encours	565	
(BF) Produits fabriqués	0	
	1 070	
(A) VAR. GLOBALE NETTE DES STOCKS	1 070	

Tableau Financier des Ressources et des Emplois (TAFIRE)

1^{re} Partie : DETERMINATION DES SOLDES FINANCIERS DE 1999 (suite)

(en Millions de FCFA)

VARIATION DES CREANCES	EMPLOIS (AUGMENTATION +)	RESSOURCES (DIMINUTION -)
Clients	6 246	0
Autres Créances	0	- 4 000
TOTAL	6 246	- 4 000

**(B) VARIATION GLOBALE NETTE
DE CREANCES**

2 246

VARIATION DES DETTES	EMPLOIS (AUGMENTATION +)	RESSOURCES (DIMINUTION -)
Clients, avances reçues	0	0
Fournisseurs d'exploitation	0	1 576
Autres dettes	0	12 628
TOTAL	0	14 204

**(C) VARIATION GLOBALE NETTE
DE DETTES CIRCULANTES**

14 204

VARIATION DU BEE = A+B-C

- 10 888

EXCEDENT DE TRESORERIE D'EXPLOITATION (E.T.E)
ETE = EBE - VAR. BFE - Production Immobilisée

	1999	1998
E.B.E.	66 681	62 364
Variation du BFE	10 888	- 3 134
Production immobilisée	0	
E.T.E.	77 569	59 230

Tableau Financier des Ressources et des Emplois (TAFIRE)

2^{ème} Partie

(en Millions de FCFA)

REF	EXERCICE 1999		EXERCICE 1998
	Emplois	Ressources	E- ; R+
I - INVESTISSEMENTS ET DESINVESTISSEMENTS			
FA	Charges immobilisées (augmentations dans l'exercice)	456	- 216
Croissance interne			
FB	Acquisitions / Cessions d'immobilisations incorporelles	2 069	- 256
FC	Acquisitions / Cessions d'immobilisations corporelles	54 461	42
Croissance externe			
FD	Acquisitions / Cessions d'immobilisations financières		1 391
FF	INVESTISSEMENT TOTAL	56 986	1 433
FG	II - VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION	0	10 888
FH	A - EMPLOIS ÉCONOMIQUES A FINANCER (FF+FG)	56 986	12 321
FI	III - EMPLOIS / RESSOURCES (B.F. ; H.A.O.)	0	7 526
FJ	IV - EMPLOIS FINANCIERS CONTRAINTS		
	Remboursement (selon échéancier) des emprunts et des dettes financières	2 082	- 766
FK	B - EMPLOIS TOTAUX A FINANCER	59 068	19 847
V - FINANCEMENT INTERNE			
FL	Dividendes (emplois) / CAFG (ressources)	26 000	59 712
IV - FINANCEMENT PAR LES CAPITAUX PROPRES			
FM	Augmentation de capital par apports nouveaux		
FN	Subvention d'investissement	761	- 85
FP	Prélèvement sur le capital		

Tableau Financier des Ressources et des Emplois (TAFIRE)

2^{ème} Partie (suite)

(en Millions de FCFA)

REF	EXERCICE 1999		EXERCICE 1998
	Emplois	Ressources	E- ; R+
VII - FINANCEMENT PAR DE NOUVEAUX EMPRUNTS			
FQ	Emprunts		40
FR	Autres dettes financières	23	2 513
FS	C - RESSOURCES NETTES DE FINANCEMENT	26 784	61 614
FT	D - EXCEDENT OU INSUFFISANCE DE RESSOURCES DE FINANCEMENT (C-B)	- 4 391	- 16 347
VIII - VARIATION DE LA TRESORERIE			
Trésorerie nette			
FU	à la clôture de l'exercice + ou -	23 853	28 245
FV	à l'ouverture de l'exercice + ou -	28 245	44 592
FW	VARIATION TRESORERIE (+ si emploi; - si ressource)	- 4 391	- 16 347

CONTROLEE (à partir des masses des bilans 99 et 98)	31/12/99 Emplois	31/12/99 Ressources	31/12/98
Variation du Fonds de Roulement (F.D.R.) :			
FDR (99) - FDR (98)			
23 881 224 441 - 46 686 017 600	22 804		- 17 442
Variation du BFG :			
BFG (99) - BFG (98)			
28 076 390 - 18 441 509 478		18 413	1 095
Variation de la trésorerie (T)			
T (99) - T (98)			
23 853 148 051 - 28 244 508 122		4 391	
TOTAL	22 804	22 804	- 16 347

Tableau de Variation de Capitaux Propres

(en Millions de FCFA)

LIBELLES	Solde initial avant répartition	Capital Social			Autres Postes			Virements compte à compte	Solde final après répartition
		Apports en nature	Apports en numéraires	Emission d'action Incorporation de réserves	Diminution	Augmentation	Diminution		
Capital	50 000								50 000
Primes démission, fusion, apport									0
Ecart de réévaluation									0
Réserve légale	4 030							3 625	7 655
Réserves statutaires et contractuelles									0
Autres réserves	64 122					3 879		6 621	74 622
Report à nouveau									0
Résultat exercice précédent en instance d'affectation	36 246						-26 000	-10 246	0
Résultat de l'exercice	0					40 783			40 783
Subventions d'investissement	0								0
Provisions réglementées	0								0
TOTAL	154 398	0	0	0	0	44 662	-26 000	0	173 060

Tableau de Variation et Détail des Dettes Consolidées

(en Millions de FCFA)

LIBELLES	Solde Débit exercice (1)	Dettes contractées (2)	Diminutions des Dettes		Variations nettes (5)	Solde fin exercice (6)	Sûretés réelles données en garantie sur les dettes
			Rembourcements (3)	Incorporation au capital (4)			
Emprunts obligataires convertibles							
Autres emprunts obligataires							
Emprunts et dettes établissements de crédit	9 305	96	1 089			8 312	3 357
Emprunts et dettes financières diverses	12 721	2 246	1 846			13 121	
TOTAL	22 026	2 342	2 935	0	0	21 433	

Etat des Engagements Financiers Hors Bilan

	Engagements	
	Données (1)	Résult (2)
Engagements de garantie		
Assortis de sûretés réelles		
Autres engagements de garantie	178	48 316
Engagements réciproques		
En matière de crédit-bail		
Commandes fermes		

Tableau de Ventilation du Chiffre d'Affaires

(en millions de FCFA)

	EXERCICE 1999		EXERCICE 1998	
	Total ventes	% du CA	Total ventes	% du CA
A) Répartition des ventes par activités				
Téléphonie fixe	87 769	84,84%	80 222	88,45%
Téléphonie Mobile	11 077	10,71%	6 681	7,37%
Télécarte publiphone	422	0,41%	470	0,52%
Télex/Télégraphie	368	0,36%	498	0,55%
SENPAC	563	0,54%	824	0,91%
Liaisons spécialisées	1 189	1,15%	705	0,78%
Ventes terminaux	661	0,64%	286	0,32%
Internet	299	0,29%	142	0,16%
Interconnexion	100	0,10%	0	0,00%
Divers produits	863	0,83%	610	0,67%
Autres produits accessoires	147	0,14%	257	0,28%
TOTAL	103 458	100%	90 695	100%
B) Répartition des ventes par zones géographiques				
Afrique (UEMOA)	77 239	74,66%	62 862	69,31%
Afrique (hors UEMOA)	1 703	1,65%	1 518	1,67%
Asie	145	0,14%	149	0,16%
Amérique	8 986	8,69%	5 078	5,60%
Europe	15 385	14,87%	21 088	23,25%
TOTAL	103 458	100%	90 695	100%

Analyse de l'effectif moyen du Groupe par Grandes Catégories

	EXERCICE 1999		EXERCICE 1998	
	Effectif	Salaires	Effectif	Salaires
Personnel Salarié	1 396	12 470	1 350	10 961
Dirigeants et cadres supérieurs	313	2 992	280	2 501
Cadres moyens	327	2 916	280	2 214
Agents de maîtrise	538	4 669	559	4 420
Employés et ouvrier	218	1 892	231	1 826
Personnel mis à la disposition de l'entreprise	4	355	4	313
Personnel itérinaire		152		321
TOTAUX	1 400	12 977	1 354	11 595

Annexe
aux Etats Financiers Consolidés

Annexe aux Etats Financiers Consolidés

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Principes de consolidation

Les sociétés sous contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale.

Le périmètre de consolidation englobe la SONATEL SA et Sonatel-Mobiles filiale à 100% de SONATEL SA.

Présentation des Etats financiers

Les états financiers sont présentés selon le modèle SYSCOA :

- Bilan, Comptes de résultat, tableau financier des ressources et emplois (TAFIRE).

Base d'établissement des états financiers

Les états financiers sont établis sur la base des coûts historiques et présentés selon les principes et méthodes généralement admis au Sénégal. Ils sont conformes aux prescriptions du Système Comptable Ouest Africain (SYSCOA) en vigueur depuis le 1^{er} Janvier 1998.

Charges immobilisées

Les frais financiers se rapportant à des emprunts octroyés pour le financement des grands projets d'investissements et supportés durant la période de réalisation de ceux-ci jusqu'à la fin des travaux sont immobilisés.

Ils sont amortis sur une durée de cinq (5) ans.

Les logiciels «dissociés» (qui font l'objet d'une facturation distincte du matériel informatique) sont également immobilisés et amortis sur une durée de vie estimée à cinq (5) ou trois (3) ans.

Les différences de change à répartir sont évaluées conformément aux principes sur les opérations en devises.

Ecarts d'acquisition

Il correspond à la valeur du fond commerce de l'activité Mobile. Il n'est pas amorti.

Immobilisations corporelles

Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition comprenant le prix d'achat et les frais d'approche et amorties selon la méthode linéaire en fonction de leur durée d'utilisation probable comme suit :

- Construction	20 a
- Travaux de mise en valeur des terres	40 a
- Mobilier, matériel de bureau et de logement	10 a
- Agencements, aménagements, installations	8 a
- Matériel de transport	3 et 5 a
- Matériel d'exploitation :	
- Commutation	10 a
- Transmission	10 a
- Lignes et réseaux	10 a
- Energie	8 a
- Appareils de mesure	8 a
- Matériel informatique	5 a
- Autres immobilisations	5 et 10 a

Les immobilisations en cours sont enregistrées à leur coût d'acquisition et sont reclassées en immobilisation définitive à la mise en service.

Autres valeurs immobilisées

Elles concernent les avances et acomptes commandés d'immobilisations, les prêts habilités au personnel, le prêt de l'Etat au personnel pour l'acquisition d'actions de la Société (10%), les dépôts et cautionnements payés sur les abonnements d'eau et d'électricité mais aussi des loyers d'avance, les titres d'états PBE (*) et les titres de participation.

(*) PBE = Prélèvement pour le Budget de l'Etat

Ces immobilisations sont enregistrées et évaluées au coût historique.

Sur les titres, des provisions pour dépréciation sont opérées lorsque la valeur actuelle à la clôture est inférieure au coût historique.

La valeur actuelle à la clôture est soit le cours boursier pour les titres cotés, soit la valeur de l'actif net pour les titres non cotés.

Stocks

Les stocks sont évalués au coût moyen pondéré des achats.

Les valeurs retenues pour les achats locaux correspondent au coût réel ferme et non révisable figurant en annexe des contrats de marché.

Le coût d'achat des produits importés correspond à la valeur des marchés majorée des droits de douane et frais de transit.

Les provisions pour dépréciations sont constituées avec la formule suivante

$$\text{Taux de dépréciation} = \frac{\text{Stock final - Moyenne des consommations des trois dernières années}}{\text{Stock Final}}$$

L'application de la formule de dépréciation des stocks a été réaménagée pour tenir compte de la connaissance qu'a l'entreprise de la rotation ou de l'obsolescence effective de chaque article.

Créances

1. Comptabilisation des prestations aux clients locaux

Les prestations sur les clients locaux sont facturées en F CFA à la date d'émission de la facture et comptabilisées dans les comptes 41.

Les prestations non encore facturées à la date de clôture sont comptabilisées dans les comptes 418 : Produits à recevoir.

Les créances sur les clients privés au titre des prestations de télécommunication qui ont plus d'un an d'ancienneté sont dépréciées à 100%.

2. Comptabilisation des produits du trafic international

Les balances de trafic sont établies mensuellement, bimestriellement ou trimestriellement sur la base des décomptes enregistrées après

acceptation par le correspondant étranger concerné dans un compte de débiteur ou créateur divers en fonction du solde des opérations du mois, du bimestre ou du trimestre.

En fin d'année, une provision est calculée pour l'ensemble des balances de trafic non encore acceptées. Elle est comptabilisée en 4747 (produits à recevoir) lorsque le solde est en faveur de la SONATEL et en charges à payer dans le cas contraire dans les comptes débiteurs et créateurs divers (4746).

Les balances de trafic en devises sont converties au cours du jour de leur comptabilisation. Les différences de change apparaissant lors du règlement d'une échéance sont passées en pertes ou profits de change.

Les balances de trafic établies en devises sont réactualisées au cours en vigueur à la clôture de l'exercice lorsqu'elles ne sont pas réglées et les différences de change sont traitées comme suit :

- les pertes de change potentielles sont comptabilisées dans les charges provisionnées de l'exercice,
- les profits de change latents ne sont pas comptabilisés.

Les écarts de conversion afférents sont constatés dans le bilan dans les comptes 478 ou 479 «écart de conversion».

Les créances sur les correspondants sont dépréciées au cas par cas en fonction de la solvabilité du correspondant.

Opérations en Devise

Les comptes en devises sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice et les montants ainsi obtenus sont rapprochés avec les valeurs comptabilisées sur la base des cours des devises à la date de réalisation des opérations. Les écarts constatés sont traités comme suit :

- Au bilan
Les gains et les pertes de change potentiels sont comptabilisés dans les comptes 478 ou 479 (écart de conversion) au bilan;

- Au compte de résultat

- Les pertes de change latentes sur les opérations à plus d'un an sont comptabilisées au passif dans un compte «provision pour pertes de change» et la contrepartie est inscrite à l'actif du bilan dans le compte «différence de change à répartir sur plusieurs exercices» classé dans les charges immobilisées.
- Les pertes de change latentes sur opérations à moins d'un an sont comptabilisées dans le compte 679 par le crédit de compte 499.
- Les pertes sur les comptes de trésorerie sont passées dans le compte de résultat par la contre partie du compte de Trésorerie.

*Provisions pour pertes et charges**1. Litiges*

Tous les risques éventuels sur les litiges avec des tiers font l'objet d'une dotation aux provisions selon les informations fournies par les services juridiques de la Société. Les provisions sans objet sont rapportées au résultat.

2. Indemnités de départ à la retraite

Les indemnités dues au personnel lors du départ à la retraite ou dans un cadre contractuel font l'objet d'une provision pour pertes et charges.

Provision pour renouvellement de l'outillage et du matériel (PROM)

La société bénéficie d'une autorisation administrative pour la constitution de la PROM. Cette autorisation demeure jusqu'à la fin du monopole sur le téléphone fixe.

Cette provision est constituée selon les dispositions fiscales en vigueur au Sénégal. Elle est déterminée à partir d'une formule qui prend en compte les indices officiels de variation des prix de gros publiés par le Ministère chargé des Finances.

En consolidation, la dotation de l'exercice est annulée et le solde du compte est porté e réserves réglementées.

Les Subventions d'investissements

Elles sont transférées au compte de régularisation passif conformément à la norme N° 20 de l'IASC.

La quote-part amortie de l'exercice est dans le compte de résultat.

Les impôts différés : des écritures d'impôts différés sont comptabilisées pour annuler l'effet du décalage temporaire des charges et produits dû à des considérations fiscales. La méthode du report variable est appliquée.

Etats Financiers
SONATEL SA

Etats Financiers Résumés

SONATEL S.A.

Bilan Résumé - Actif

(en Millions de FCFA)

ACTIF	BRUT	AMORT./PROV	NET 31/12/99	NET 31/12/98
ACTIF IMMOBILISÉ (I)				
CHARGES IMMOBILISÉES	2 308	0	2 308	2 427
Frais d'établissement et charges à répartir	2 308	0	2 308	2 427
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	2 013	1 297	715	628
Frais de recherche et de développement	30	30	0	0
Brevets, licences, logiciels	1 983	1 268	715	628
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	254 849	126 142	128 707	111 674
Terrains	1246	99	1 147	1 107
Bâtiments	12 897	6 710	6 187	5 660
Installations et Agencements	5 442	2 704	2 738	2 744
Matériels	229 046	112 811	116 236	100 037
Matériels de transport	6 219	3 819	2 400	2 127
AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR IMMOBILISATIONS	18 014	0	18 014	9 339
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	22 260	1 001	21 259	13 997
Titres de participation	11 190	950	10 240	1 442
Autres immob. financières dont H.A.O. : B/N	11 070	51	11 019	12 555
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)	299 444	128 441	171 004	138 065
STOCKS				
Marchandises	3 318	496	2 282	2 119
Matières premières et autres approvisionnements	2 752	496	2 256	2 119
Produits fabriqués	565	0	565	0
CRÉANCES ET EMPLOIS ASSIMILÉS	74 518	17 070	57 448	54 258
Fournisseurs - Avance versée	791	37	754	777
Clients	44 917	14 497	30 420	23 401
Autres créances	28 810	2 536	26 274	30 080
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	77 836	17 566	60 269	56 378
TRESORERIE-ACTIF				
Titres de placement	640	0	640	598
Valeurs à encaisser	51	0	51	472
Banques, Chèques postaux, Caisse	25 942	564	25 378	31 044
TOTAL TRESORERIE-ACTIF (III)	26 634	564	28 070	32 115
ECARTS DE CONVERSION-ACTIF (IV)				
	137	0	137	1 059
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV)	404 051	146 570	257 480	227 617

Bilan Résumé - Passif

(en Millions de FCFA)

PASSIF	NET 31/12/99	NET 31/12/98
CAPITAL	50 000	50 000
Actionnaires, Capital non appelé		
PRIMES ET RESERVES	56 851	37 974
Primes d'apport d'émission fusion		
Réserves indisponibles	7 655	4 031
Réserves libres	49 195	33 944
Report à nouveau		
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	36 700	36 246
AUTRES CAPITAUX PROPRES	26 241	33 126
Subventions d'investissement	667	761
Provisions réglementées et Fonds assimilés	25 574	32 364
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	169 792	157 346
DETTES FINANCIERES ET RESSOURCES ASSIMILÉES (1)		
Emprunts	8 312	9 305
Dettes de crédit bail et Contrats assimilées		
Dettes financières Diverses	12 356	12 721
Provisions financières pour risques et charges dont H.A.O.	6 196	5 379
TOTAL DETTES FINANCIERES (II)	26 864	27 405
TOTAL RESSOURCES STABLES (I+II)	196 656	184 751
PASSIF CIRCULANT		
Dettes Circulantes H.A.O. et Ressources assimilées	12 655	7 158
Clients - Avances reçues		
Fournisseurs d'exploitation	10 513	6 185
Dettes fiscales	23 071	16 720
Dettes sociales	3 177	3 332
Autres dettes	7 733	4 367
Risques Provisionnés	137	1 059
TOTAL PASSIF CIRCULANT (III)	57 286	38 822
TRESORERIE - PASSIF		
Banques - Crédits d'escompte		
Banques - Crédits de trésorerie		
Banques - Découverts	2 597	3 871
TOTAL TRESORERIE-PASSIF (IV)	2 597	3 871
ECARTS DE CONVERSION-PASSIF (V)	940	174
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	257 480	227 617

Compte de Résultat

(en Millions de FCFA)

	EXERCICE 1999	EXERCICE 1998
Travaux services vendus	95 142	90 152
Produits accessoires	132	543
CHIFFRE D'AFFAIRES	95 274	90 695
Dont à l'Export	27 675	28 863
Subvention d'exploitation	0	0
Autres produits	1 537	3 096
Achat de matières premières et Fournitures liées	0	0
Variation de stocks	0	0
Autres achats	5 486	5 774
Variation de stocks	-100	844
Transport	163	198
Services extérieurs	13 058	8 480
Impôts et taxes	1 985	1 428
Autres charges	3 106	3 108
VALEUR AJOUTÉE	73 113	73 959
Charges de personnel	12 527	11 595
Dont personnel extérieur	614	648
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	60 586	62 364
Reprises de provisions	1 239	52
Transfert de charges	764	793
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	98 814	94 636
Dotations aux amortissements et provisions	17 430	15 549
RESULTAT D'EXPLOITATION	45 159	47 660
Frais financiers	438	1 392
Pertes de change	964	858
Dotation aux amortissements et provisions financiers	559	0
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES	1 961	2 250
Revenus financiers	2 716	3 391
Gains de change	1 138	624
Reprises de provision	0	0
Transferts de charges	503	2
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS	4 357	4 017
RESULTAT FINANCIER	2 396	1 767
TOTAL DES PRODUITS DES A.O.	103 171	98 653
RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES	47 555	49 427
Valeur comptable des cessions d'immobilisations	30	6
Charges H.A.O.	155	587
Dotations H.A.O.	1 840	2 186
TOTAL DES CHARGES H.A.O.	2 025	2 779
Produits des cessions d'immobilisations	42	30
Produits H.A.O.	1 805	652
Reprises H.A.O.	94	101
Transferts de charges H.A.O.	0	0
TOTAL DES PRODUITS H.A.O.	1 941	783
RESULTAT H.A.O.	-84	-1 996
Impôts sur les résultats	10 771	11 185
TOTAL GENERAL DES PRODUITS	105 112	99 436
RESULTAT NET	36 700	36 246

Tableau Financier des Ressources et des Emplois (TAFIRE)

1^{re} Partie : DETERMINATION DES SOLDES FINANCIERS DE 1999

Capacité d'Autofinancement Global (CAFG)

(en Millions de FCFA)

	MONTANT		MONTANT
		E.B.E.	60 586
(SA) Frais financiers	438	(TT) Transferts de charges d'exploitation	764
(SC) Perte de change	964		
(SL) Charges H.A.O.	2 025	(UA) Revenus Financiers	2 716
		(UE) Transferts de charges financières	503
(SQ) Participation	0	(UC) Gains de change	1 138
(SR) Impôt sur le résultat	10 771	(UL) Produits H.A.O.	1 899
		(UN) Transferts de charges H.A.O.	0
TOTAL (I)	14 198	TOTAL (II)	67605
CAFG : TOTAL (II) - TOTAL (I)	53 407		

Autofinancement (AF)

Dividendes distribués dans l'exercice	26 000
AF = CAFG - Dist Div dans l'exo	27 407

Variation du Besoin de Financement d'Exploitation (BFE)

Var. BFE = Var. stocks + Var. Créances + Var. Dettes circulantes

(en Millions de FCFA)

VARIATION DES STOCKS N- (N-1)	EMPLOIS (AUGMENTATION+)	RESSOURCES (DIMINUTION-)
(BC) Marchandises	0	0
(BD) Matières premières	137	0
(BE) Encours	565	0
(BF) Produits fabriqués	0	0
(A) VAR. GLOBALE NETTE DES STOCKS	702	0

Tableau Financier des Ressources et des Emplois (TAFIRE)

1^{ère} Partie : DETERMINATION DES SOLDES FINANCIERS DE 1999 (suite)

Variation des Créances

(en Millions de FCFA)

	EMPLOIS (AUGMENTATION +)	RESSOURCES (DIMINUTION -)
Fournisseurs, avances versées	0	- 23
Clients	7 019	0
Autres Créances	0	- 4 729
TOTAL	7 019	- 4 751
(B) VARIATION GLOBALE NETTE DES CREANCES	2 268	

Variation des Dettes

	EMPLOIS (DIMINUTION -)	RESSOURCES (AUGMENTATION +)
Clients, avances reçues	0	0
Fournisseurs d'exploitation	0	4 328
Dettes Fiscales	0	6 351
Dettes Sociales	- 155	0
Autres dettes	0	4 132
Risques Provisionnés	- 922	0
	0	0
TOTAL	- 1 077	14 811
(C) VARIATION GLOBALE NETTE DE DETTES CIRCULANTES	13 734	0
VARIATION DU BFE = A+B-C	- 10 764	0

Excédent de Trésorerie d'Exploitation (E.T.E.)

ETE = EBE - VAR. BFE - Production Immobilisée

	1999	1998
Excédent Brut d'Exploitation (E.B.E.)	60 586	62 364
- Variation du BFE (- ou +)	10 764	- 3 134
(- si emploi ; + si ressources)		
- Production immobilisée	0	
Excédent de Trésorerie d'Exploitation	71 350	59 230

Tableau Financier des Ressources et des Emplois (TAFIRE)

2^e Partie

(en Millions de FCFA)

	EXERCICE 1999		EXERCICE 1998
	Emplois	Ressources	E- ; R+
I - INVESTISSEMENTS ET DESINVESTISSEMENTS			
Charges immobilisées (augmentations dans l'exercice)	238		- 216
Croissance interne			
Acquisitions / Cessions d'immobilisations incorporelles	199	0	- 256
Acquisitions / Cessions d'immobilisations corporelles	40 943	42	- 40 083
Croissance externe			
Acquisitions / Cessions d'immobilisations financières	7 821	0	- 7 783
INVESTISSEMENT TOTAL	49 202	42	- 48 338
II - VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION			
	0	10 764	- 3 134
A - EMPLOIS ÉCONOMIQUES A FINANCER (FF+FG)	49 202	10 806	- 51 472
III - EMPLOIS / RESSOURCES (Variation B.F. ; H.A.O.)			
	0	5 497	4 229
IV - EMPLOIS FINANCIERS CONTRAINTS			
Remboursement (selon échéancier) des emprunts et des dettes financières	2 082	0	- 766
B - EMPLOIS TOTAUX A FINANCER	51 284	16 303	- 48 009
V - FINANCEMENT INTERNE			
Dividendes (emplois) / CAFG (ressources)	26 000	53 407	29 193
VI - FINANCEMENT PAR LES CAPITAUX PROPRES			
Augmentation de capital par apports nouveaux		0	
Subvention d'investissement	94	0	- 85
Prélèvement sur le capital			

Tableau Financier des Ressources et des Emplois (TAFIRE)

2^{ème} Partie (suite)

(en Millions de FCFA)

	EXERCICE 1999		EXERCICE 1998
	Emplois	Ressources	E - ; R +
VII - FINANCEMENT PAR DE NOUVEAUX EMPRUNTS			
Emprunts		0	40
Autres dettes financières		2 895	2 513
C - RESSOURCES NETTES DE FINANCEMENT	26 094	56 303	31 661
D - EXCEDENT OU INSUFFISANCE DE RESSOURCES DE FINANCEMENT (C-B)	- 4 772		- 16 347
VIII - VARIATION DE LA TRESORERIE			
Trésorerie nette			
à la clôture de l'exercice + ou -	23 473		28 245
à l'ouverture de l'exercice + ou -	28 245		44 592
VARIATION TRESORERIE (+ si emploi ; - si ressource)	- 4 772		- 16 347
CONTROLE (à partir des masses des bilans N et N-1)	Emplois	Ressources	31/12/98
	31/12/99	31/12/99	
Variation du Fonds de Roulement (F.D.R.) :			
FDR (N) - FDR (N-1)			
25 652 715 942 - 46 686 017 600	21 033		- 17 442
Variation du BFG :			
BFG (N) - BFG (N-1)			
2 180 136 608 - 18 441 509 478		16 261	1 095
Variation de la trésorerie (T)			
T (N) - T (N-1)			
23 472 579 334 - 28 244 508 122		4 772	
TOTAL	21 033	21 033	- 16 347

Etats Annexés : Tableaux I à II SYSCOA

Tableau N°1 : Tableau de Variation des Immobilisations

(en Millions de FCFA)

N° COMPTES	LIBELLES	AUGMENTATIONS			SORTIES	SOLDE DE CLOTURE (31/12/99)
		SOLDE DE DEBUT (01/01/99)	ACQUISITIONS	RECLASSEMENTS		
201600	Frais d'entrée en bourse	0	0	0	0	0
202100	Frais immobilisés	536	127	31	- 287	407
202800	Frais sur plusieurs exercices	1 891	502	0	- 492	1 901
20	CHARGES IMMOBILISEES	2 427	629	31	- 779	2 308
211000	Etudes et recherches	30	0	0	0	30
212000	Brevets et licences	11	73	0	0	84
213000	Logiciels informatiques	1 624	123	141	0	1 888
219100	Recherches Développement en cours	0	0	0	0	0
219300	Logiciels en cours	45	3	- 37	0	11
21	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 710	199	103	0	2 013
222100	Terrains nus	0	126	0	0	126
223200	Terrains	599	0	0	0	599
224810	Mise en valeur des terrains	323	0	0	0	323
229200	Aménagement terrains nus en cours	198	0	0	0	198
22	TERRAINS	1 120	126	0	0	1 246
231100	Bâtiments industriels en cours	5 251	112	145	0	5 508
231300	Bâtiments administratifs et commerciaux	4 434	0	85	- 101	4 418
231400	Logements imm. de rapport	1 578	37	32	0	1 647
233100	Pistes et routes	128	0	0	0	128
233890	Autres ouvrages d'infrastructure	1	0	11	0	13
235100	Installations générales bureaux	3 942	1	200	0	4 143
235200	Aménagement bureau	1	1	0	0	1
238000	Autres aménagement, agencement, installation	1 030	165	102	0	1 297
239100	Bâtiment encours	568	881	- 339	0	1 110
239200	Agencement installation en cours	40	- 8	- 16	0	16
239300	Ouvrages d'infrastructure en cours	1	76	- 19	0	58
23	BATIMENTS INST. TECH. ET AGCMT	16 973	1 265	201	- 101	18 338
241110	Matériel commutation Sonatel	43 404	2 346	2 733	- 1 487	46 997
241115	Matériel commutation public	438	0	10	0	448
241120	Matériel transmission	62 353	1 157	6 688	- 2 267	67 931
241130	Matériel lignes et réseaux public	50 233	120	4 811	0	55 164
241135	Matériel lignes et réseaux Sonatel	2 410	0	0	0	2 410
241140	Matériel énergie	12 033	312	721	- 560	12 506
241150	Appareils	694	96	216	- 4	1 000
241190	Autres matériels d'exploitation	3 736	49	0	0	3 785
241	MATERIEL D'EXPLOITATION	175 301	4 081	15 178	- 4 318	190 241
244100	Matériel de bureau	1 686	197	0	- 15	1 868
244210	Matériels informatiques techniques	3 382	263	267	0	3 912
244220	Matériels informatiques bureau	964	75	0	- 41	998
244400	Mobiliers bureau	1 234	171	0	- 29	1 377
244700	Matériels de logement	13	0	0	0	13
244710	Mobilier de logement	34	0	0	- 1	34
244	MATERIEL ET MOBILIER	7 313	705	267	- 84	8 201
245100	Véhicules légers	5 221	852	191	- 146	6 118
245800	Cyclomoteurs	101	1	0	- 1	102
245	MATERIEL DE TRANSPORT	5 322	853	191	- 147	6 220
248900	Autres immobilisations diverses	803	83	0	- 2	884
248	AUTRES IMMO. DIVERS	803	83	0	- 2	884
249100	Matériel d'exploitation en cours	14 071	27 729	- 12 770	- 1 471	27 560
249450	Mobiliers de bureau logement en cours	0	0	0	0	0
249500	Matériel transport en cours	0	367	0	0	367
249700	Agencement, Aménagement en cours	0	0	0	0	0
249800	Autres immobilisations en cours	717	122	- 236	0	602
249810	Douanes sur immobilisations en cours	2 050	442	- 403	- 897	1 191
249	MATERIEL ENCOURS	16 838	28 660	- 13 410	- 2 368	28 720
252100	Avances sur bâtiment	1 440	310	- 7	0	1 743
252200	Avances et acomptes sur ouvrages infrastructures	159	63	0	0	222
252300	Avances sur matériel d'exploitation	7 541	11 160	- 2 349	- 303	16 049
252500	Avances sur matériel de transport	191	0	- 191	0	0
252900	Avances acomptes sur autres immobilisations	9	6	- 14	0	0
25	AVANCES ET ACPTEs / IMMO.	9 339	11 539	- 2 561	- 303	18 014
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	233 009	47 313	- 134	- 7 324	272 863
		237 148	48 148	0	- 8 103	277 193

Etats Annexés - Tableau 1 à 11 SYNOPE

Tableau N°2 : Tableau de Variation des Amortissements

(en Millions de FCFA)

N° COMPTES	LIBELLES	SOLDE DE DEBUT (au 01/01/99)	AUGMENTATIONS	REPRISES	DIMINUTIONS/ CESSIONS	SOLDE DE CLOTURE (31/12/99)
281100	Amortissement recherche developpement	29				30
281200	Amortissement brevet licence	11	1			12
281300	Amort logiciels	1 041	214			1 256
	TOTAL 281	1 082	216	0	0	1 297
282400	Amortissement mise en valeur terrains	90	8			99
	TOTAL 282	90	8			99
283100	Amortissement bât. administ. et commerciaux	5 102	449	8		5 543
283150	Amortissement Logement personnel	1 072	41			1 113
283160	Amortissement agencement installation bureau	2 221	323			2 544
283320	Amortissement pistes et routes	50	4			53
283390	Amortissement autres ouvrages d'infrastructures	0	0			0
283810	Amortissement autres agencements amén. inst	47	113			160
	TOTAL 283	8 492	930	8	0	9 413
284110	Amortissement mat. commutation SONATEL	20 078	3 415		340	23 153
284115	Amortissement matériel com. public	296	27			323
284120	Amortissement matériel transmission	35 690	4 156		383	39 463
284130	Amortissement matériel L & R Public	28 393	3 653			32 047
284135	Amortissement matériel L & R SONATEL	1 826	101			1 927
284140	Amortissement matériel Energie	6 033	929		65	6 897
284190	Amortissement autres matériel d'exploitation	3 310	110			3 420
	TOTAL 2841	95 625	12 391	0	787	107 229
284410	Amortissement mobilier Bureau	786	96		5	877
284415	Amortissement mobilier logement	18	3		1	21
284420	Amortissement matériel bureau	866	149		1	1 014
284425	Amortissement matériel logement	12	1			12
284430	Amortissement matériel informatique technique	1 578	482			2 059
284435	Amortissement matériel informatique de bureau	503	117		9	612
	TOTAL 2844	3 763	847	0	15	4 594
284510	Amortissement vehicules légers	3 143	751		143	3 752
284520	Amortissement vehicules lourds					
284530	Amortissement cyclomoteur	52	16			68
	TOTAL 2845	3 195	767	0	143	3 819
284710	Amortissement aménagement, amén., installa.					
	TOTAL 2847	0	0	0	0	0
284810	Amortissement appareils	142	116		1	257
284890	Amortissement autres immobilisations diverses	688	43			730
	TOTAL 2848	829	159	0	1	987
	TOTAL GENERAL	113 077	15 317	8	946	127 439

Etats Annexés : Tableaux 1 à 11 SYNODIA
Tableau N°3 : Plus Values et Moins Values de Cession

(en Millions de FCFA)

N° COMPTES	LIBELLES	MONTAN BRUT	AMORTISSEMENTS PRATIQUES	VALEUR NETTE COMPTABLE	PRIX DE CESSION	PLUS OU MOINS VALUE DE CESSION
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	0	0	0	0	0
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	257	228	30	53	23
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES	0	0	0	0	0
	TOTAL	257	228	30	53	23

Tableau N°4 : Provisions inscrites au Bilan

(en Millions de FCFA)

NATURE	PROVISIONS AU 31/12/98	AUGMENTATIONS : DOTATIONS			DIMINUTION : REPRISES			PROVISIONS AU 31/12/99
		EXPLOITATION	FINANCIERE	HAO	EXPLOITATION	FINANCIERE	HAO	
Provisions Réglementées	32 364	1 840			8 630			25 574
Provisions Financières pour risques et charges	5 379	1 794	485		1 331	33	97	6 198
Provisions pour dépréciation des immobilisations	442		559					1 001
TOTAL (I)	38 186	3 633	1 044		9 961	33	97	32 771
Dépréciation des stocks	893	154			551			496
Dépréciations et risques provisionnés (tiers)	15 324	5 991	32	766	3 847		1 059	17 207
Dépréciations et risques provisionnés (trésorerie)	564							564
TOTAL (II)	16 780	6 145	32	766	4 397		1 059	18 267
TOTAL GENERAL (I) + (II)	54 966	9 778	1 076	766	14 359	33	1 156	51 038

Tableau N°5 : Biens pris en Crédit-Bail et contrats Assimilés

Néant

Etats Annexés : Tableaux I à II SYSCOA
Tableau N°6 : Echéances des Créances à la Clôture de l'exercice

(en Millions de FCFA)

CREANCES	MONTANT BRUT	ANALYSES PAR ECHEANCE			AUTRES ANALYSES		
		A UN AN AU PLUS 1998	DONT ECHUES	A PLUS D'UN AN ET 2 ANS AU PLUS	MONTANTS EN DEVISES	MONTANTS ENVERS LES ENTREPRISES LIEES	MONTANTS REPRESENTES PAR EFFET
CREANCES DE L'ACTIF CIRCULANT							
26..... Titres de Participation	11 190	1 833		9 357			
27..... Prêt	517	26		491			
27..... Autres	1 697	1 697					
40..... Fournisseurs	791	791					
41..... Clients	44 917	44 917					
42..... Personnel	1 090	1 090					
43..... Organismes Sociaux	0	0					
44..... Etat	3 573	3 573					
45..... Organismes Internationaux	321	321					
46..... Associés / Groupe	1 730	1 730					
47..... Debitéurs divers	16 618	16 618					
48..... Créances HAO	0	0					
474/476..... Charges constatées d'avance	5 614	5 614					
TOTAL	88 059	78 210	0	9 849	0	0	0

Tableau N°7 : Echéances des Dettes à la Clôture de l'Exercice

(en Millions de FCFA)

	MONTANT BRUT	ANALYSES PAR ECHEANCE			AUTRES ANALYSES		
		A UN AN AU PLUS 1999	DONT ECHUES	A PLUS D'UN AN ET 2 ANS AU PLUS	MONTANT EN DEVISES	MONTANT ENVERS LES ENTREPRISES LIEES	MONTANT REPRESENTES PAR EFFET
DETTES FINANCIERES ET RESSOURCES ASSIMILEES							
16..... Emprunt obligataire				1 457			
..... Autres dettes	1 457						
TOTAL (I)	1 457						
..... Dettes credit-bail							
..... Dettes / contrats							
TOTAL (II)	0						
DETTES PASSIF CIRCULANT							
40..... Fournisseurs	10 513	10 513					
41..... Clients							
42..... Personnel	2 788	2 788					
43..... Organismes Sociaux	389	389					
44..... Etat	23 071	23 071					
45..... Organismes Internationaux							
46..... Associés / Groupe	336	336					
47..... Creditéurs divers	6 872	6 872					
48..... Dettes HAO	12 655	12 655					
474/476..... Produits constatés d'avance	1 465	1 465					
TOTAL (III)	58 089	58 089		1 457			
TOTAL (I)+(II)+(III)	59 547	58 089		1 457			

Etats Annexés : Tableaux I à II SYSCOA
Tableau N° 8 : Consommations Intermédiaires de l'exercice
 (en Millions de FCFA)

N° DE COMPTE	NATURE	MONTANT
		46
6051	Eau	901
6052	Electricité	2
6053	Autres Energies	3
6054	Fournitures d'Entretien non stockables	0
6055	Fournitures de Bureau non stockables	78
6056	Petit Matériel et Outillage	0
613	Transport pour le compte de Tiers	81
614	Transport du Personnel	210
6241	Entretien, Réparation des Biens Immobiliers	43
6242	Entretien, Réparation des Biens Mobiliers	458
627	Publicité, Publications, Relations Publiques	7 627
628	Frais de Télécommunications	2 716
632	Rémunération d'Intermédiaires et de Conseils	

Tableau N°9 : Répartition du Résultat et Autres Eléments Caractéristiques
des Cinq dernières Années (sauf indication contraire)
 (en Millions de FCFA)

EXERCICES CONCERNES ⁽¹⁾	1999	1998	1997	1996	1995
NATURE DES INDICATIONS					
STRUCTURE DU CAPITAL A LA CLOTURE DE L'EXERCICE ⁽²⁾	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000
Capital social	10	10	10	1	1
Actions ordinaires (millions)					
Actions à dividendes prioritaires (A.D.P.) sans droit de vote					
Actions nouvelles à émettre					
par conversion d'obligations					
par exercice de droits de souscription					
OPÉRATION DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE ⁽³⁾					
Chiffres d'Affaires hors taxes	95 142	90 152	80 135	65 137	54 273
Résultats des activités ordinaires (R.A.O.)	47 556	49 427	45 524	29 760	23 809
hors dotations et reprises (exploitations et financières)					
Participation des travailleurs aux bénéfices	10 771	11 185	12 684	5 710	1 328
Impôts sur le résultat	36 700	36 246	29 981	12 605	5 215
Résultat net ⁽⁴⁾					
RESULTAT PAR ACTION					
Résultat distribué ⁽⁵⁾	28 450	26 000	22 600	9 600	4 900
Dividende attribué à chaque action (en F CFA)	2 845	2 600	2 260	9 600	4 900
PERSONNEL ET POLITIQUE SALARIALE					
Effectif moyen des travailleurs au cours de l'exercice ⁽⁶⁾	1 334	1 350	1 344	1 794	1 821
Effectif de personnel extérieur	3	4	2	2	2
Masse salariale distribuée au cours de l'exercice ⁽⁷⁾	11 160	10 346	9 273	10 425	8 654
Avantages sociaux distribués au cours de l'exercice ⁽⁸⁾	1 214	1 111	635	760	730
(sécurité sociale, œuvre sociale)					
Personnel extérieur facturé à l'entreprise ⁽⁹⁾	151	320	0	0	0

(1) Y compris l'exercice dont les états financiers sont soumis à l'approbation de l'Assemblée
 (2) Indication en cas de libération partielle du capital, du montant du capital non appelé
 (3) Les éléments de cette rubrique sont ceux figurant au compte de résultat
 (4) Le résultat, lorsqu'il est négatif, doit être mis entre parenthèse
 (5) L'exercice n correspond au dividende proposé du dernier exercice

(6) Personnel propre
 (7) Total des comptes 661,662, 663
 (8) Total des comptes 664, 668
 (9) Compte 667

Etats Annexés : Tableaux à 11 SYSCOVA
Tableau N°10 : Projet d'Affectation du Résultat de l'Exercice

(en Millions de FCFA)

AFFECTATIONS	MONTANT	AFFECTATIONS	MONTANT
Réserves légales	2 345	Report à nouveau antérieur (perte)	
Réserves statutaires ou contractuelles		Report à nouveau antérieur (bénéfice)	
Autres réserves (disponibles)	5 906	Résultat net de l'exercice	36 700
Dividendes	28 450	Prélèvements sur les réserves	
Autres affectations			
Report à nouveau			
TOTAL (A)	36 700	TOTAL (E)	36 700

Tableau N°11 : Effectifs, Masse Salariale et Personnel extérieur

1- Personnel local

EFFECTIF ET MASSE SALARIALE	EFFECTIFS				MASSE SALARIALE (en Millions de F CFA)							
	NATIONAUX		AUTRES ETATS DE L'UEMOA		NATIONAUX		AUTRES ETATS DE L'UEMOA					
	M	F	M	F	M	F	M	F				
1- Cadres supérieurs	250	47			3	300	2 091	340		333	2 764	
2- Techniciens supérieurs et cadres moyens	241	50				291	2 115	518			2 764	
3- Techniciens, agents de maîtrise et ouvriers qualifiés	362	163				525	3 336	1 502			4 838	
4- Employés, manoeuvres, ouvriers et apprentis	199	19				218	1 834	175			2 009	
TOTAL I	1 052	279	0	0	3	0	1 334	2 535	0	0	333	12 375
Permanents					2							
Saisonniers					1							

2- Personnel extérieur

	FACTURATION A L'ENTREPRISE
1- Cadres supérieurs	152
2- Techniciens supérieurs et cadres moyens	
3- Techniciens, agents de maîtrise et ouvriers qualifiés	
4- Employés, manoeuvre, ouvriers et apprentis	
TOTAL II	152
Permanents	
Saisonniers	
TOTAL I + II	152

M = Masculin
F = Féminin

Annexe aux Etats Financiers de SONATEL SA

I - NOTE SUR LES PRINCIPES COMPTABLES

I.1. Base d'établissement des états financiers

Les états financiers sont établis sur la base des coûts historiques et présentés selon les principes et méthodes généralement admis au Sénégal. Ils sont conformes aux prescriptions du Système Comptable Ouest Africain (SYSCOA) en vigueur depuis le 1er Janvier 1998.

I.2. Frais et valeurs incorporelles immobilisés

Les frais financiers se rapportant à des emprunts octroyés pour le financement des grands projets d'investissements et supportés durant la période de réalisation de ceux-ci jusqu'à la fin des travaux sont immobilisés.

Ils sont amortis sur une durée de cinq (5) ans.

Les logiciels «dissociés» (qui font l'objet d'une facturation distincte du matériel informatique) sont également immobilisés et amortis sur une durée de vie estimée à cinq (5) ou trois (3) ans.

Les différences de change à répartir sont évaluées conformément aux principes décrits au paragraphe I.7 «Emprunts en devises».

I.3. Immobilisations corporelles

Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition comprenant le prix d'achat et les frais d'approche et amorties selon la méthode linéaire en fonction de leur durée de vie estimée comme suit :

- Construction	20 ans
- Travaux de mise en valeur des terres	40 ans
- Mobilier, matériel de bureau et de logement	10 ans
- Agencements, aménagements, installations	10 ans
- Matériel de transport	3 et 5 ans
- Matériel d'exploitation :	
• Commutation	10 ans
• Transmission	10 ans
• Lignes et réseaux	10 ans
• Energie	8 ans
• Appareils de mesure	8 ans
- Autres immobilisations	5 et 10 ans

Les immobilisations en cours sont enregistrées à leur coût d'acquisition et sont reclassées en immobilisation définitive à la mise en service.

1.4. Autres valeurs immobilisées

Elles concernent les avances et acomptes sur commande d'immobilisations, les prêts habitats et véhicule au personnel, le prêt de l'Etat au personnel pour l'acquisition d'actions de la Société (10%), les dépôts et cautionnement payés sur les abonnements d'eau et d'électricité mais aussi des loyers d'avance, les titres d'états PBE (*) et les titres de participation.

Ces immobilisations sont enregistrées et évaluées au coût historique.

Sur les titres, des provisions pour dépréciation sont opérées lorsque la valeur à la clôture est inférieure au coût historique.

La valeur à la clôture est soit le cours boursier pour les titres cotés, soit la valeur de l'actif net pour les titres non cotés.

1.5. Stocks

Les stocks sont évalués au coût moyen pondéré des achats.

Les valeurs retenues pour les achats locaux correspondent au coût réel ferme et non révisable figurant en annexe des contrats de marché.

Le coût d'achat des produits importés correspond à la valeur des marchés majorée des droits de douane et frais de transit.

Un inventaire physique réalisé à la fin de chaque exercice est évalué au coût moyen pondéré et une provision pour dépréciation des stocks est calculée sur l'ensemble des références en stock sur la base d'un taux modulé en fonction du rythme de consommation et de l'importance des quantités en stocks.

Les stocks d'articles sont dépréciés sur la base d'un taux de dépréciation déterminé comme suit :

$$\text{Taux de dépréciation} = \frac{\text{Stock final - Moyenne des consommations des 3 dernières années}}{\text{Stock Final}}$$

Depuis 1998, l'application de la formule de dépréciation des stocks a été réaménagée pour tenir compte de la connaissance qu'a le responsable de la gestion des stocks de la rotation ou de l'obsolescence effective de chaque article.

Ainsi, les articles qui sont effectivement régulièrement utilisés dans le réseau ou qui ont été achetés pour la première fois au cours de l'exercice 1999 n'ont pas été dépréciés même si leur rotation a été faible.

(*) PBE = Prélèvement pour le Budget de l'Etat

1.6. Créances

1.6.1. Comptabilisation des prestations aux clients locaux

Les prestations sur les clients locaux sont facturées en F.CFA à la date d'émission de la facture et comptabilisées dans les comptes 41.

Les prestations non encore facturées à la date de clôture sont comptabilisées dans les comptes 418 : Produits à recevoir.

Les créances sur les clients privés au titre des prestations de télécommunication qui ont plus d'un an d'ancienneté sont dépréciées à 100 %.

1.6.2. Comptabilisation des produits du trafic international

Les balances de trafic sont établies mensuellement, bimestriellement ou trimestriellement sur la base des décomptes de trafic de la SONATEL et des correspondants. Elles sont enregistrées après acceptation par le correspondant étranger concerné dans un compte de débiteur ou créditeur divers en fonction du solde des opérations du mois, du bimestre ou du trimestre.

En fin d'année, une provision est calculée pour l'ensemble des balances de trafic non encore acceptées. Elle est comptabilisée en 4747 (produits à recevoir) lorsque le solde est en faveur de la SONATEL et en charges à payer dans le cas contraire dans les comptes débiteurs et créditeurs divers (4746).

Les balances de trafic en devises sont converties au cours du jour de leur comptabilisation. Les différences de change apparaissant lors du règlement d'une échéance sont passées en pertes ou profits divers.

Les balances de trafic établies en devises sont réactualisées au cours en vigueur à la clôture de l'exercice lorsqu'elles ne sont pas réglées et les différences de change sont traitées comme suit :

- les pertes de change potentielles sont comptabilisées dans les charges de l'exercice,
- les profits de change latents ne sont pas comptabilisés en produits.

Les écarts de conversion sont constatés dans le bilan dans les comptes 478 ou 479 «écart de conversion».

Les créances sur les correspondants sont dépréciées au cas par cas en fonction de la solvabilité du correspondant.

1.7. Emprunts en devises

Les emprunts en devises sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice et les montants ainsi obtenus sont rapprochés avec les valeurs comptabilisées sur la base des cours des devises à la date de réalisation des opérations. Les écarts constatés sont traités comme suit :

- les gains de change potentiels ne sont pas comptabilisés en produits mais constatés dans les comptes 479 (écart de conversion) au bilan;

- les pertes de change latentes sur les opérations à moins d'un an sont comptabilisées dans les charges de l'exercice avec un réajustement de la valeur au bilan par le biais du compte 478 (écart de conversion) ;
- les pertes de change latentes sur les dettes en devises à plus d'un an sont comptabilisées au passif dans un compte «provision pour pertes de change» et la contrepartie est inscrite à l'actif du bilan dans le compte «différence de change à répartir sur plusieurs exercices» classé dans les frais et valeurs incorporelles immobilisées.

1.8. Provisions pour pertes et charges

1.8.1. Litiges

Tous les risques éventuels sur les litiges avec des tiers sont provisionnés selon les informations fournies par les services juridiques de la Société.

1.8.2. Indemnités de départ à la retraite

Les indemnités dues au personnel lors du départ à la retraite ou dans un cadre contractuel font l'objet d'une provision pour pertes et charges.

1.9. Provision pour renouvellement de l'outillage et du matériel (PROM)

La société bénéficie d'une autorisation administrative pour la constitution de la PROM.

Cette provision est constituée selon les dispositions fiscales en vigueur au Sénégal. Elle est déterminée à partir d'une formule qui prend en compte les indices officiels de variation de prix de gros publiés par le Ministère chargé des Finances.

RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

- Groupe SONATEL

- *Rapport Général des Commissaires aux Comptes*
- *Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes*

- SONATEL S.A.

- *Rapport Général des Commissaires aux Comptes*



Groupe SONATEL

Rapport Général des Commissaires aux Comptes

GARECGO

MEMBRE DU RÉSEAU EURA-AUDIT INTERNATIONAL
44, avenue Faidherbe - BP 2763 DAKAR

RACINE

MEMBRE D'ERNST ET YOUNG INTERNATIONAL
22, rue Ramez Bourgi - BP 545 DAKAR

SOCIÉTÉ NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS DU SÉNÉGAL SONATEL

RAPPORT GÉNÉRAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS - EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1999

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 1999, sur :

- le contrôle des états financiers consolidés des sociétés SONATEL (Société Nationale des Télécommunications du Sénégal) et SONATEL MOBILES,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

I. Opinion sur les états financiers

Nous avons procédé à l'audit des états financiers consolidés, c'est-à-dire le bilan, le compte de résultat, le tableau financier des ressources et emplois (TAFIRE) ainsi que les notes annexes aux états financiers consolidés de SONATEL et Sonatel Mobiles pour la période du 1er janvier au 31 décembre 1999. Ces états financiers consolidés ont été établis par la direction de la SONATEL et arrêtés par votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces états financiers consolidés.

Notre audit a été effectué conformément aux normes généralement admises. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces états financiers. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

A notre avis, les états financiers consolidés annexés au présent rapport sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle de la situation financière consolidée des sociétés SONATEL et Sonatel Mobiles au 31 décembre 1999, de leurs résultats consolidés et de la variation de la situation financière consolidée pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables généralement admis.

II. Vérifications et informations spécifiques

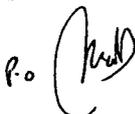
Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les états financiers des informations données dans le rapport du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes consolidés de la société.

Les Commissaires aux Comptes

GARECGO

MEMBRE DU RÉSEAU EURA-AUDIT INTERNATIONAL

p.o. 

Sadia FATY
Associé

RACINE

MEMBRE D'ERNST ET YOUNG INTERNATIONAL



MAKHA SY
Associé

Groupe SONATEL

Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes

GARECGO

MEMBRE DU RÉSEAU EURA-AUDIT INTERNATIONAL
44, avenue Faïdherbe - BP 2763 DAKAR

MEMBRE D'ERNST & YOUNG
22, rue Rattier B...

SOCIÉTÉ NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS DU SÉNÉGAL SONATEL

RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES ÉTABLI EN APPLICATION
DES ARTICLES 438 ET SUIVANTS DE L'ACTE UNIFORME DE L'OHADA

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1999

En application de l'article 440 de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés
groupement d'intérêt économique, nous portons à votre connaissance les conventions prévues
de cette loi.

CONVENTIONS NÉES AU COURS DES EXERCICES ANTERIEURS ET DONT L'EXÉCUTION COURS DE L'EXERCICE 1999

1. CONVENTION DE COOPÉRATION AVEC FRANCE CÂBLES RADIO

Administrateur concerné

Monsieur Michel HIRSCH

Nature et objet

Une convention de coopération technique a été signée le 21 juillet 1997 entre la SONATEL
Câbles Radio. Cette dernière apporte à la SONATEL son savoir-faire et fournit les prestations

- assistance technique à titre permanent par la mise à disposition de trois cadres expatriés
- assistance technique ponctuelle par la réalisation de missions spécifiques ;
- mise à disposition d'outils de gestion technique et commerciale.

Modalités

En contrepartie du transfert de savoir-faire, la SONATEL verse à la société France Câbles
annuelle forfaitaire calculée sur la base de 20 % de la croissance du résultat des activités
1,5 % du chiffre d'affaires annuel. Comme l'exercice précédent, la base de calcul de la redevance
vités de téléphone fixe et mobile, y compris celles ayant fait l'objet d'une filialisation à 100 %
au cours de l'exercice 1999.

Les prestations d'assistance ponctuelle et la fourniture d'outils de gestion sont facturées à la
Les frais relatifs au personnel expatrié sont pris en charge dans leur intégralité par la SONATEL

Effets

La convention a pris effet à partir du 21 juillet 1997. Les redevances dues au titre de l'exercice
FCFA. 1.150 millions et se répartissent comme suit :

- redevance annuelle forfaitaire	642 millions
- assistance technique ponctuelle	152 millions
- charges relatives aux expatriés	356 millions

2. CONVENTION DE CONCESSION

Administrateur concerné

Etat du Sénégal représenté par le Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan.

Nature et objet

Une convention de concession entre l'Etat du Sénégal et la SONATEL a été signée le 1er octobre 1985 et réactualisée le 21 juillet 1997.

Modalités

Par cette convention, l'Etat du Sénégal accorde à la SONATEL la concession des droits de l'Etat relatifs à l'établissement et à l'exploitation des réseaux et à la fourniture des services des télécommunications sur toute l'étendue du territoire sénégalais pour une durée de 20 ans, renouvelable tous les cinq ans.

Les Commissaires aux Comptes

GARECGO

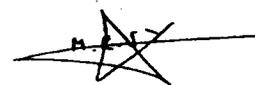
MEMBRE DU RÉSEAU EURA-AUDIT INTERNATIONAL

P.o. 

Sadia FATY
Associé

RACINE

MEMBRE D'ERNST ET YOUNG INTERNATIONAL



MAKHA SY
Associé

SONATEL S.A.

Rapport Général des Commissaires aux Comptes

GARECGO
MEMBRE DU RÉSEAU EURA-AUDIT INTERNATIONAL
44, avenue Faidherbe - BP 2763 DAKAR

RACINE
MEMBRE D'ERNST ET YOUNG INTERNATIONAL
22, rue Ramez Bourgi - BP 545 DAKAR

SOCIÉTÉ NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS DU SÉNÉGAL SONATEL

RAPPORT GÉNÉRAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

ÉTATS FINANCIERS - EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1999

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 1999, sur :

- le contrôle des états financiers de la société **SONATEL** (Société Nationale des Télécommunications du Sénégal),
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

I. Opinion sur les états financiers

Nous avons procédé à l'audit des états financiers, c'est-à-dire le bilan, le compte de résultat, le tableau financier des ressources et emplois (TAFIRE) ainsi que les notes annexes aux états financiers de la **SONATEL** pour la période du 1er janvier au 31 décembre 1999. Ces états financiers ont été établis par la direction de la **SONATEL** et arrêtés par votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces états financiers.

Notre audit a été effectué conformément aux normes généralement admises. Ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces états financiers. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

A notre avis, les états financiers annexés au présent rapport sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle de la situation financière de la **SONATEL** au 31 décembre 1999, de ses résultats et de la variation de la situation financière pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables généralement admis.

II. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les états financiers des informations données dans le rapport du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes de la société.

Les Commissaires aux Comptes

GARECGO
MEMBRE DU RÉSEAU EURA-AUDIT INTERNATIONAL

P.O. 

Sadia FATY
Associé

RACINE
MEMBRE D'ERNST ET YOUNG INTERNATIONAL



MAKHA SY
Associé

EXTRAIT DE PROJETS DE RESOLUTION



Extrait de Projets de Résolution à l'Assemblée Générale

Projet de Résolution N°1
QUITUS AUX ADMINISTRATEURS
ET AUX COMMISSAIRES AUX COMPTES

Projet de Résolution N°2
AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE 1999

Projet de Résolution N°3
AFFECTATION PARTIELLE EN RESERVES SPECIALES
DE LA PROM AU 31/12/1998

Projet de Résolution N°4
POUVOIRS

Extrait de Projets de Résolution

Projet de Résolution N° 1

Quitus aux Administrateurs et aux Commissaires aux Comptes

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'Administration sur la marche de la Société pendant l'exercice clos le 31 Décembre 1999 et du rapport général des Commissaires aux Comptes sur les comptes de cet exercice, approuve les états financiers de SONATEL SA (Compte de Résultat, Bilan, Tableau Financier des Ressources et Emplois) dudit exercice tels qu'ils ont été présentés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

En conséquence, prenant acte du rapport spécial des Commissaires aux Comptes, l'Assemblée Générale donne aux Administrateurs et aux Commissaires aux Comptes quitus de l'exécution de leur mandat pour l'exercice clos au 31 Décembre 1999.

Projet de Résolution N° 2

Affectation du Résultat de l'Exercice 1999

L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration et après en avoir délibéré, décide d'affecter ainsi qu'il suit, le bénéfice net de l'exercice clos le 31 décembre 1999, s'élevant à 36 700 292 356 (Trente Six Milliards Sept Cent Millions Deux Cent Quatre Vingt Douze Mille Trois Cent Cinquante Six) francs CFA :

Réserve légale	=	2 344 707 680
Autres réserves	=	5 905 584 676
Premier dividende	=	3 000 000 000
Dividende complémentaire	=	25 450 000 000
TOTAL	=	36 700 292 356
(égal au bénéfice à affecter)		

L'Assemblée Générale fixe en conséquence à 300 (Trois Cent) francs CFA et 2 545 (Deux Mille Cinq Cent Quarante Cinq) francs CFA respectivement le premier dividende brut et le dividende complémentaire brut revenant à chaque action.

Le total desdits dividendes bruts s'élevant à 2 845 (Deux Mille Huit Cent Quarante Cinq) francs CFA par action sera mis en paiement à compter du 17 Juillet 2000 à Dakar soit après déduction de la retenue à la source de 10 % au titre de l'IRVM, un montant net de 2 560,5 (Deux Mille Cinq Cent Soixante et Cinquante Centimes) francs CFA.

Projet de Résolution N° 3

*Affectation partielle en Réserve Spéciale
de la PROM au 31/12/1998*

L'Assemblée Générale après avoir constaté un montant des investissements concernés de 19 258 911 442 FCFA durant l'exercice 1999, décide d'affecter la provision pour renouvellement de l'outillage et du matériel au 31 décembre 1998, à concurrence de la quote-part d'outillage et de matériel renouvelé en 1999, soit 6 832 601 055 (six milliards huit cent trente deux millions six cent un mille cinquante cinq) francs CFA en réserve spéciale pour renouvellement d'immobilisation.

Projet de Résolution N° 4

Pouvoirs

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur d'une copie du présent procès-verbal à l'effet d'effectuer toutes formalités légales et administratives de publicité.